



**HAL**  
open science

## L'évolution de la crise du travail dans la Chine urbaine

Jean-Louis Rocca

► **To cite this version:**

Jean-Louis Rocca. L'évolution de la crise du travail dans la Chine urbaine. Les Études du CERI, 65, pp.37, 2000. hal-03458462

**HAL Id: hal-03458462**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03458462>**

Submitted on 30 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Études du CERI  
N° 65 - avril 2000

**L'évolution de la crise du travail  
dans la Chine urbaine**

Jean-Louis Rocca

# L'évolution de la crise du travail dans la Chine urbaine

Jean-Louis Rocca  
CERI, Sciences Po

En janvier 1998 paraissait une *Etude du CERI* qui pointait un phénomène nouveau : l'apparition d'un chômage massif dans les villes chinoises<sup>1</sup>. A l'origine de ce bouleversement, la nouvelle politique de modernisation des entreprises publiques dont l'objectif, toujours d'actualité, était de « garder les grosses entreprises et de laisser tomber les petites » (*zhuada fangxiao*), c'est-à-dire de se débarrasser des petites et moyennes entités en les vendant ou en les fermant, et de renforcer et moderniser les structures importantes, afin de les concentrer dans de grands groupes (*da jituan*) capables de concurrencer les multinationales étrangères en Chine et dans le monde.

La conséquence prévisible d'une telle stratégie était une refonte complète du lien salarial. Le secteur public n'était plus destiné à absorber la main-d'œuvre urbaine, ni à lui garantir une protection contre tous les aléas de l'existence. Dorénavant, les entreprises, qu'elles soient en bonne ou en mauvaise santé, devaient « diminuer les effectifs pour accroître leur efficacité » (*jianyuan zengxiao*) ; les employés des établissements fermés étaient licenciés, il leur fallait retrouver du travail par eux-mêmes.

Le but de cette *Etude* n'était pas seulement de mesurer l'ampleur du phénomène, mais également de retracer la façon dont il était perçu par les chercheurs et les responsables politiques, et d'analyser les modes de contrôle mis en place par les autorités afin de limiter les conséquences sociales et politiques de cette crise du travail. Nous avons

---

<sup>1</sup> Antoine Kernén et Jean-Louis Rocca, *La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale. Le cas de Shenyang et du Liaoning*, Les Etudes du CERI, n° 37, janvier 1998.

limité notre réflexion à l'examen d'une province hyperindustrialisée – le Liaoning – et n'avons pu prendre la mesure que des premiers effets d'une relance de la réforme du secteur d'Etat, décidée dans la première moitié des années quatre-vingt-dix. Or en septembre 1997, l'annonce d'une politique radicale de modernisation des entreprises publiques lors du 15<sup>ème</sup> Congrès du Parti a débouché sur une accélération spectaculaire des licenciements, qui concernent aujourd'hui non seulement les grandes régions industrielles mais l'ensemble des villes du pays. De plus, la politique de restructuration de l'emploi touche à présent tous les secteurs, et la fonction publique n'y échappe pas. En 1998, le Premier ministre Zhu Rongji a décrété la réduction de moitié du nombre des employés des organes du gouvernement central. En 1999, ce fut au tour de la bureaucratie locale de subir les affres des dégraissages. Enfin, on prête à Zhu Rongji la ferme intention de diminuer de manière drastique les effectifs des monopoles d'Etat (coton, grains ou caoutchouc), secteur qui emploie actuellement 6 millions de personnes.

Dans le même temps, la perception du processus et les nouvelles politiques de l'emploi et « d'assistance sociale » ont fortement évolué. Près de trois ans après le feu vert donné en 1997 par les autorités centrales aux mesures de dégraissage massif, il est donc important de revenir sur ce qui apparaît de plus en plus comme l'un des principaux défis lancés au régime actuel par la modernisation économique<sup>2</sup>.

Bien entendu, on retrouve aujourd'hui de nombreux éléments repérés précédemment. Tout d'abord, une volonté politique de « saucissonner » les catégories de chômeurs afin de faciliter leur contrôle et de veiller à l'efficacité des aides octroyées. Ensuite, une vive contradiction entre d'une part un discours « libéral » insistant sur le caractère inévitable de la modernisation économique et sur la nécessaire auto-responsabilisation des individus dans leur recherche d'un emploi, et d'autre part une action étatique qui reste prépondérante. Enfin, un décalage entre les analyses parfois très fines et pragmatiques de la situation réalisées par des chercheurs et des responsables politiques, et le recours à une mythologie qui emprunte autant à l'imagerie maoïste (on constate un renouveau du « retour à la campagne ») qu'au fantasme de la nouvelle économie (toute activité peut être transformée en travail socialement reconnu). En réalité, la caractéristique essentielle de l'époque actuelle réside dans une multiplication de tensions qui ne cessent de s'accuser entre des principes contradictoires : la volonté de réformes se heurte au souci de stabilité, le désir de clarifier les concepts d'analyse et les catégories statistiques doit composer avec une tendance à nier les réalités, et la conscience qu'il est nécessaire de faire preuve de pragmatisme et d'objectivité ne peut éviter le recours aux vieilles recettes.

---

<sup>2</sup> Ma réflexion s'appuie notamment sur deux nouvelles missions effectuées en septembre-octobre 1998 au Liaoning, et en novembre 1999 au Sichuan.

## L'IMPOSSIBLE EVALUATION DU CHOMAGE

Malgré la multitude de chiffres et d'évaluations parus dans la presse chinoise, il est toujours aussi difficile de dessiner un tableau précis du chômage urbain<sup>3</sup>. La principale difficulté réside dans l'acception extrêmement limitée du terme chômage (*shiye*) lui-même, qui est réservé aux personnes « enregistrées comme chômeurs » (*dengji shiye*), c'est-à-dire aux « résidents urbains permanents engagés dans des activités non agricoles, en âge de travailler (16–45 ans pour les femmes et 16–50 ans pour les hommes), aptes au travail, sans emploi, désireux d'en obtenir un, et qui se sont inscrits auprès de l'agence locale de service à l'emploi ». Si l'on se limite à cette catégorie, la progression du chômage est extrêmement limitée (voir tableau 1).

Tableau 1  
Nombre de chômeurs urbains et taux de chômage urbain

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999*	2000*
Nombre de chômeurs (en millions)	4,76	5,20	5,53	5,70	5,71	6	7-8
Taux de chômage (en %)	2,8	2,9	3	3,1	3,1	3,2	3,5-4
* Estimation							

Sources : différents documents cités dans la bibliographie

En réalité, l'essentiel de ce que l'on appellera ici le chômage ressort de « l'invention » d'une nouvelle catégorie de sans-travail : les *xiagang* (littéralement « ceux qui sont descendus de leur poste de travail »). Ce sont des employés qui n'occupent plus de fonction productive mais dont le contrat de travail continue d'être en vigueur. Ils sont censés demeurer dépendants de l'entreprise pour tout ce qui a trait aux prestations sociales, et doivent recevoir chaque mois une allocation vitale de base (*jiben shenghuo fei*) destinée à couvrir leurs besoins essentiels. Comme nous le verrons, l'entreprise reste également chargée du « contrôle » de ces licenciés et de leur « adaptation » au nouveau marché du travail. Leur nombre a considérablement augmenté, et ils constituent l'essentiel de ces « travailleurs en surnombre » (*fuyu renyu*) que les autorités se disent décidées à « redistribuer » (*fenliu*). D'après l'économiste Hu Angang, on estimait à la fin de 1996 à 22 millions le nombre de ces employés pléthoriques, soit 21,5 % des employés des entreprises collectives et publiques des zones urbaines. Au début de 1999, on évaluait leur nombre à 12 millions, alors que les licenciements étaient allés bon train. Le bureau des statistiques, cité par une revue de Hong-Kong en février

<sup>3</sup> La question du chômage rural ne sera pas abordée. Notons simplement que, selon les estimations chinoises et occidentales, 150 à 200 millions de travailleurs ruraux seraient surnuméraires.

1998, avançait les chiffres de 550 000 à 600 000 personnes congédiées chaque mois. A cette date, le nombre de chômeurs et de *xiagang* aurait ainsi atteint 37 millions de personnes (35 % de l'ensemble des employés et ouvriers). Une source officielle avance le chiffre de 16 millions de licenciements intervenus entre le début des années quatre-vingt-dix et 1996 et de 30 millions entre 1997 et 2001. D'après le ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MTSS), on a licencié 4,14 millions d'employés d'entreprises d'Etat dans les neuf premiers mois de 1999, ce qui représenterait – selon la même source – 5 millions de personnes licenciées pour l'ensemble de l'année. Il est nécessaire d'y ajouter deux à trois millions de licenciements effectués dans les autres secteurs de l'économie<sup>4</sup>, soit une très nette augmentation par rapport à 1998 (on en comptait alors 3 millions). Le processus de restructuration de l'emploi devrait être terminé en 2000 ou 2001, selon les sources.

Le tableau 2 présente une évaluation très approximative du nombre de licenciements. Ils atteindraient entre 36 et 55 millions pour la période 1994–2000, soit 20 à 30 % de l'ensemble de l'emploi urbain en 1994.

Tableau 2  
Nombre de licenciés (*xiagang*) par année

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999*	2000*
Nombre de licenciés ( <i>xiagang</i> ) (en millions)	1,8	4	8	11,5-14	3-12	3-10	5-6
* Estimations							

Sources : différents documents cités dans la bibliographie

Une grande incertitude demeure néanmoins en ce qui concerne ces chiffres, et il faut insister ici, encore une fois, sur l'incohérence des statistiques chinoises. En effet, différents chercheurs ou journalistes utilisent les mêmes chiffres (par exemple les 11,5 millions de *xiagang* pour 1997) dans des acceptions très différentes. Certains parlent manifestement de personnes licenciées, d'autres de « stocks » de *xiagang*, c'est-à-dire de l'ensemble des *xiagang* des années précédentes non réemployés et des *xiagang* de l'année (eux-mêmes non encore réemployés). Il s'agit moins de mauvaise volonté de leur part que de l'absence d'une prise en compte statistique du phénomène. Ainsi, personne ne sait précisément combien de *xiagang* ont retrouvé du travail. D'après des études du Conseil des affaires d'Etat et du MTSS, 20 millions d'individus ont été congédiés entre le début du processus de démantèlement des unités et 1997, parmi lesquels 70 % ont retrouvé un emploi ou ont été mis en retraite anticipée ; mais deux autres sources indiquent respectivement un taux de réemploi de 50 % et de 60 %. Certaines estimations sont encore plus pessimistes. Les *xiagang* restaient en moyenne 3 ans et 9 mois sans travail à la fin de 1996 et le taux de réemploi n'était que de 26 %. Dans la province du Shanxi, un tiers des *xiagang* sont réemployés et un quart au

<sup>4</sup> Bon an mal an, les licenciés et chômeurs des entreprises publiques représentent environ les deux tiers du total.

Liaoning. A Shanghai, où le problème de l'emploi est bien moins grave que dans le reste du pays, 34,8 % des *xiagang* attendent un an avant de trouver un nouveau travail, 24,1 % entre un et deux ans, 18,2 % de deux à trois ans et 22,9 % plus de trois ans. Selon le MTSS, plus de 7,4 millions de personnes ont perdu leur travail dans la première moitié de 1998, parmi lesquelles 5,4 millions n'en ont pas encore retrouvé. Plus intéressant encore, Mo Rong, chercheur dans le même ministère, reconnaissait à la fin de 1999 que l'objectif de 50 % de réemploi ne serait pas atteint et que seuls 35,5 % des *xiagang* auraient retrouvé du travail à la fin de l'année<sup>5</sup>. Une partie des variations dans cette estimation du taux de réemploi provient des caractéristiques des nouvelles activités occupées. Dans leur très grande majorité, les *xiagang* n'ont pas de qualification et ne peuvent espérer un emploi stable. Beaucoup d'entre eux ne trouvent que des « emplois d'autosubsistance » (*zimo zhiye*), c'est-à-dire des emplois précaires dans le secteur des (petits) services : ils deviennent camelots, réparateurs, cireurs de chaussures, vendeurs de légumes, etc. Dans ce contexte, et en l'absence d'un véritable suivi des licenciés, on comprend que la différence entre chômage et emploi soit difficile à faire.

D'autres incohérences statistiques peuvent être notées. Ainsi, malgré les licenciements, ce n'est qu'en 1998 que le nombre d'employés des unités de travail d'Etat a baissé – passant brutalement de 110 à 90 millions – alors qu'il était resté stable au cours des années précédentes ; on ne sait toujours pas si les *xiagang* sont inclus dans ces chiffres ou si, précisément, la baisse brutale d'effectifs est due à leur retrait des statistiques. L'Annuaire statistique de 1999 concernant le chômage (*shiye*) accroît encore la confusion puisque l'on y apprend que 43,8 % des chômeurs (*shiye ren yuan*) sont des *xiagang* « qui ont quitté leur unité » (*xiagang likai danwei*), alors que les termes chômeur et *xiagang* sont, par essence, antinomiques. A moins que le terme ne concerne les *xiagang* qui ont démissionné, ce dont on peut douter car la plupart des gens dans ce cas ont au préalable trouvé un autre emploi ; il est donc étrange de les comptabiliser avec les chômeurs.

Le tableau 3 donne néanmoins une estimation du nombre de *xiagang* « en stock » à la fin de chaque année. On remarquera les fourchettes très larges qui témoignent encore une fois de l'absence de données sérieuses.

Tableau 3  
Estimation du nombre de *xiagang* non réemployés à la fin de l'année

Années	1996	1997	1998	1999*	2000*
Nombre de <i>xiagang</i> à la fin de l'année (en millions)	6-8	4,5-12	7,5-9	9-15	10-15
* Estimation					

Sources : différents documents cités dans la bibliographie

<sup>5</sup> Mo Rong, « Zhongguo jiuye xingshi yiran yanjun » [La situation de l'emploi en Chine est toujours aussi sérieuse], dans Jiang Liu, *2000 nian : zhongguo shehui xingshi fenxi yu yuce* [2000 : la situation sociale en Chine : analyses et prospectives], Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 2000, pp. 182-195.

Si l'on additionne le nombre de chômeurs enregistrés et le nombre de *xiagang* sans travail, on aboutit à l'estimation présentée dans le tableau 4.

Tableau 4  
Estimation du chômage réel à partir des chiffres officiels

Années	1994	1996	1997	1998	1999	2000*
Nombre de sans- emploi (en millions)	6,56	13,5-15,5	14,7-17,2	16-19	15-20	17-23
Taux de chômage urbain	3,4 %	6,6-7,6%	7-8,2%	7,6-9%	7-9,3%	10-12%
* Estimations						

**Nb** : les estimations recueillies pour l'année 1995 ne permettent pas de fournir d'évaluations fiables

**Sources** : différents documents cités dans la bibliographie

Bien que déjà conséquentes, ces estimations ne rendent pas compte de la gravité de la situation. Elles laissent en particulier de côté trois autres phénomènes que l'on est bien obligé de considérer comme des formes plus ou moins déguisées de chômage.

Le paiement en retard (*touqian gongzi*) des salaires contribue à diminuer artificiellement le nombre de *xiagang*. Plutôt que de « dégraisser » ou avant d'être contraintes de le faire ou encore d'être déclarées en faillite, de nombreuses entreprises tentent ainsi de sauver temporairement la situation. D'autres firmes, en bonne santé, utilisent également cette technique dans le but d'alléger leurs charges, ce qui est conforme à la logique du démantèlement des *danwei*. La cessation du paiement du salaire ou le versement partiel de celui-ci constituent une rupture du contrat de travail et un licenciement déguisé. Selon la Fédération des syndicats, 10 millions de travailleurs ont été victimes de retards dans le règlement de leurs appointements en 1995 et plus de 70 % des entreprises publiques ont ajourné, dans des proportions diverses, les paiements. Le vice-Premier ministre Wu Bangguo estimait à 11 millions le nombre de travailleurs qui n'ont pas été rétribués, ou qui ne l'ont été que partiellement, dans les premiers mois de 1997. Selon une autre source, 12,8 millions de travailleurs et de retraités étaient dans ce cas en 1996 et 13,8 millions dans les neuf premiers mois de 1997. Les estimations nationales font état d'une stabilité relative et même d'une légère diminution en 1998 du nombre de personnes qui subissent ces aléas. Ralentissement qui devrait logiquement se poursuivre, étant donnée la nature temporaire de cette situation, intermédiaire entre l'emploi et le chômage. Les difficultés continuant de s'accumuler dans l'entreprise, ou le processus de « dégraissage » se radicalisant, les « mal payés » deviennent des « non payés » puis enfin des chômeurs ou des *xiagang*. Plus précisément, aux salariés non payés succèdent les *xiagang*, les chômeurs et les retraités non payés. Si l'on additionne cette catégorie de « sans-travail » aux chiffres du tableau 3, on aboutit à une estimation du chômage réel de 28,5 à 31 millions en 1997 et à un taux de chômage de l'ordre de 13,7–14,9 %. En ce qui concerne les années 1998–1999, on a sans doute dépassé les 15 %.

Une autre méthode employée pour diminuer la main-d'œuvre consiste à obliger un



certain nombre de travailleurs à prendre une retraite anticipée (*tiqian tuixiu*). On peut ainsi diminuer artificiellement le nombre de *xiagang* que l'on transfère vers d'autres postes. On impose cette solution aux travailleurs dès 50 ans pour les hommes et dès 45 ans pour les femmes, ce qui explique le fait que, dans les statistiques, la main-d'œuvre urbaine prise en considération ne concerne que la population de 16 à 50 ans pour les hommes et de 16 à 45 ans pour les femmes. Il s'agit pour beaucoup de ces très jeunes retraités d'une véritable exclusion. Non seulement les allocations de retraites proposées sont en effet extrêmement modestes, mais elles sont souvent réglées avec retard, partiellement ou même pas du tout.

Enfin, si l'on veut appréhender la situation dans sa totalité, il faut tenir compte de l'importance des migrations de main-d'œuvre. Même s'il a perdu l'essentiel de son efficacité, l'ancien système de contrôle des migrations, fondé sur le certificat de résidence (*hukou*) reste en vigueur. Suivant cette procédure, les paysans qui émigrent en ville pour une période plus ou moins longue ne sont comptabilisés ni dans les statistiques de l'emploi ni bien sûr dans celles du chômage. Or parmi ces quelques dizaines de millions de travailleurs « flottants », seule une infime minorité (3 millions environ) changent chaque année définitivement de lieu de résidence et deviennent urbains. Les autres n'apparaissent nulle part. Ces migrants constituent pourtant l'essentiel de la main-d'œuvre dans certains secteurs comme la construction et, dans les provinces à forte proportion de ruraux comme le Sichuan, ils exercent une pression énorme sur le marché de l'emploi. A Chengdu, la capitale provinciale, on dénombrait fin 1999 de 700 000 à 1 million de travailleurs migrants. Outre les travailleurs de la construction, 25 à 40 000 d'entre eux se « vendent » chaque jour sur des marchés officiels comme cuisiniers (en majorité), gardiens, artisans du bâtiment, etc. Les autres s'adonnent à des activités comme le cirage de chaussures ou la vente à la sauvette. Mais la plupart traversent des périodes de chômage plus ou moins longues.

Le taux global de sans-emploi que nous avons évalué concerne l'ensemble de la Chine, mais il recouvre en réalité des situations très contrastées. Il convient en premier lieu de distinguer deux Chines. Celle des régions côtières est caractérisée à la fois par une faible proportion d'emplois publics au sein de la main-d'œuvre urbaine et de fortes opportunités de réemploi ; l'autre, constituée des provinces du Nord-Est (Dongbei), du Nord-Ouest (Xibei) et du Sud-Ouest (Xinan), se trouve dans la situation inverse. Ainsi, dans les provinces industrielles du Nord-Est (Heilongjiang, Jilin et Liaoning), 65 % de la main-d'œuvre urbaine travaillait en 1994 dans une entreprise d'Etat, dont une très forte proportion dans l'industrie lourde. Au Sichuan, au Henan et au Shaanxi, où l'industrialisation a été moins « ciblée » sur l'industrie lourde, la proportion était respectivement de 68, 71 et 77,5 %, contre 53,4, 52,7 % et 50,8 % au Fujian, au Guangdong et au Zhejiang. L'importance de la main-d'œuvre surnuméraire varie donc de manière importante selon les provinces. En 1997, sur les 13 à 14 millions de personnes congédiées (*xiagang*), 1,6 million vivaient dans la seule province du Liaoning où les entreprises publiques, généralement de grande taille et particulièrement obsolètes, sont dans des situations catastrophiques. A la fin de 1997, près de 13,7 % des *xiagang* de l'ensemble du pays résidaient dans le Liaoning.

Un deuxième facteur qui détermine le niveau de chômage concerne la proportion de travailleurs licenciés qui ont retrouvé un emploi. Dans les régions côtières, le marché du travail est relativement florissant et il existe des opportunités d'emploi dans les enclaves capitalistes ou dans les entreprises publiques modernisées. Au Fujian, il n'y avait que

140 000 *xiagang* à la fin de 1997 contre 710 000 au Shandong et 1,23 million au Liaoning<sup>6</sup>. Pour l'ensemble de la province, le nombre réel de chômeurs (les chômeurs enregistrés, les *xiagang*, et les jeunes « en attente d'emploi ») était de 329 000 en 1995, 685 000 dans la première moitié de 1996, près de 800 000 à la fin de 1996, et à peu près 1,8 million à la fin de 1997, sur un potentiel de 11 670 000 travailleurs en 1995 et 11 410 000 en 1997, soit un taux de chômage réel de 2,8 % en 1995 et de près de 15,8 % en 1997, si l'on ne prend pas en considération les « non-payés » ni les jeunes retraités. Si l'on ne tient compte que des chômeurs enregistrés, la progression est encore plus spectaculaire. En 1990, on en recensait 10 000, 20 000 entre 1991 et 1993, de 40 000 à 50 000 entre 1994 et 1995, 110 000 ou 143 000 (d'après deux auteurs publiés dans le même livre) en 1996 et 430 000 à la fin de 1997. Pour 1998, on estime le nombre de licenciés à 800 000 et le stock de *xiagang* et de chômeurs à 2 millions à la fin de l'année. La situation est bien pire dans les villes industrielles de taille moyenne comme Fushun et Anshan, où la monoindustrie et l'obsolescence des équipements accentue encore les effets de la modernisation économique. Dans ces villes, le taux de chômage atteint 30 à 40 %. Au Sichuan, province pourtant très peu urbanisée, les villes industrielles moyennes comme Zigong ou Mianyang connaissent un taux de chômage très important du fait de l'absence de perspectives de restructuration. Au Shaanxi, seul un tiers des *xiagang* trouve un autre emploi. En 1997, on y dénombrait 57 200 chômeurs enregistrés et 389 700 *xiagang*, pour un taux de chômage réel officiel qui serait donc de l'ordre de 10 %. A ce chiffre, il faudrait ajouter le nombre de travailleurs non payés et celui des « jeunes retraités ».

Le cas de Shanghai permet de mesurer les possibilités réelles de retrouver un emploi. Alors que dans cette ville les travailleurs des entreprises publiques représentaient 67,3 % de la main-d'œuvre en 1994, 1,1 million de *xiagang* (sur 1,3 million) ont été réemployés dans les années récentes. Néanmoins, une véritable géographie du chômage devrait prendre en compte des situations intrarégionales très diverses. Ainsi, un article<sup>7</sup> mettait en relief la situation tout à fait catastrophique de l'emploi à Shanghai même, dans l'arrondissement de Yangpu, où l'on a licencié 100 000 personnes ces dernières années sur une population totale de 1,1 million et une population active de l'ordre de 600 000 individus.

La situation est aussi très contrastée en fonction des secteurs économiques. Une étude portant sur 14 millions de licenciés en 1997<sup>8</sup> montre que les secteurs de la manufacture et de la construction représentent à eux seuls 64,2 % du total. Le tableau 5, tiré de la même étude, indique les proportions de *xiagang* par secteur en fonction du nombre d'employés. Il confirme l'importance des licenciements dans certaines branches, comme l'industrie extractive ou les transports. On remarquera que paradoxalement,

---

<sup>6</sup> Pour une population active urbaine de respectivement de 4 millions, 10 millions et 8,5 millions de personnes environ.

<sup>7</sup> Zhang Guoqiang, « Shequ: zaijiuye gongcheng de you ji caiti » [Le programme de réemploi et les communautés locales], Mao Zedong dengxiaoping lilun yanjiu, 1998-6, pp.1-22 et 62.

<sup>8</sup> Mao Zesheng, « Tiaozheng chanye jigou: jie jue shiye wenti de genben tujing » [Rectifier les structures industrielles : le chemin fondamental pour régler la question du chômage], *Anqing shifan xueyuan xuebao* : *shekebao*, 1999-2, pp. 22-25.

alors que les autorités comptent beaucoup sur le développement du tertiaire pour absorber de la main-d'œuvre, les secteurs du commerce et de la restauration sont particulièrement frappés par les dégraissages.

Tableau 5  
Proportion de *xiagang* par secteur en ordre décroissant

Secteurs	Nombre d'employés (millions)	Nombre de <i>xiagang</i> (millions)	% <i>xiagang</i> /employés
Total	146,68	14,033	9,6
Commerce gros et détail, restauration	17,73	3,03	17,1
Manufacture	50,82	7,97	15,7
Construction	10,03	1,02	10,2
Transport, stockage	7,09	0,65	9,3
Industrie extractive	8,5	0,78	9,2

Source : Mao Zesheng, *op. cit.*

Dans les années plus récentes, les mêmes branches ont continué d'être particulièrement touchées. 450 000 travailleurs ont été licenciés dans le secteur du textile en 1997 et 660 000 en 1998, soit plus que l'objectif prévu qui visait 1,2 millions de nouveaux licenciements sur la période 1998–2000. A partir de 1999 et sur cinq années, les deux grandes compagnies de pétrole vont réduire leurs effectifs de 1 million de personnes. Les responsables de l'industrie aéronautique ont annoncé que, d'ici la fin de l'an 2000, cette branche devrait perdre 150 000 emplois. Mais la nouveauté tient à ce que tous les secteurs sont touchés. L'administration, nous l'avons vu, mais aussi la banque. Depuis 1999, la Banque du commerce et de l'industrie, la Banque de Chine, la Banque de la construction et la Banque de l'agriculture procèdent à des licenciements qui devraient concerner de 130 000 à 420 000 employés, sur un total de 1,3 à 1,4 million.

Si cette croissance du chômage n'a pas la même ampleur sur l'ensemble du territoire ni dans la totalité des secteurs économiques, elle conduit, dans tous les cas, à deux crises ; celle de l'emploi bien sûr puisque, comme nous le verrons, l'économie chinoise n'est pas en mesure d'absorber ce trop-plein de main-d'œuvre ; mais crise sociale également, dans la mesure où le chômage se traduit par une baisse sévère du pouvoir d'achat d'une certaine partie de la population urbaine et une augmentation de la pauvreté. Confrontées à ces deux crises, les autorités et la population semblent à la fois très actives et complètement démunies. Non pas que les options choisies soient aberrantes, ni que les individus manquent d'imagination, de moyens ou d'énergie pour répondre à ces défis. L'impression générale est plutôt que l'absence d'alternative globale à ces crises conduit les uns et les autres à trouver des demi-solutions ou des solutions temporaires et que dans la course à la stabilité – pour les autorités – et à la survie – pour la population – rien n'est jamais acquis.

## LES CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

La confusion règne tant dans les travaux des chercheurs que dans les déclarations officielles ou dans les politiques mises en place. L'ensemble des auteurs s'accordent sur les causes fondamentales de la crise de l'emploi : elles tiennent essentiellement aux errances de l'époque pré-réformiste. L'absence d'intérêt pour le profit, la productivité du travail ou la notion de marché du travail ont contribué et continuent de contribuer à la faiblesse de l'économie chinoise. Le manque de rentabilité des entreprises nationales les a empêchées de se développer. On se retrouve donc aujourd'hui avec des firmes aux équipements obsolètes et à la main-d'œuvre pléthorique peu ou mal qualifiée, qui a perdu toute motivation en raison du double système d'emploi à vie et de rémunération égalitaire. Il est donc nécessaire pour moderniser ces entreprises de remettre à plat le statut du travail. D'où la nouvelle législation qui, dès 1986, officialisait le contrat de travail à durée limitée, les différentes réformes concernant la rémunération salariale appliquée dans les années quatre-vingt et le mouvement de « diminution des effectifs pour accroître l'efficacité » des entreprises lancé dans la première moitié des années quatre-vingt-dix.

### Libéralisme *versus* stabilité

Mais au-delà de ce constat général, les avis divergent et des contradictions – chez le même auteur parfois, quand ce n'est pas au sein du même texte – apparaissent. Certains poussent la logique libérale sous-jacente à la politique de modernisation jusqu'au bout. C'est le cas de Lu Li<sup>9</sup>, qui défend l'idée selon laquelle les difficultés actuelles de l'emploi tiennent à des limitations réglementaires empêchant les entreprises d'abaisser les coûts du travail. Les entreprises sont en effet confrontées à une situation paradoxale : « on leur demande de diminuer les effectifs et d'améliorer leur efficacité mais on ne leur permet pas de régler librement la question des employés en surnombre et on les oblige au contraire à réorienter les *xiagang* d'une manière qui convient au principe de justice sociale ; on leur demande de diminuer le coût du travail mais en limitant le recours à la main-d'œuvre rurale ». Son propos vise ainsi fort justement différents éléments qui grèvent aujourd'hui encore les performances des entreprises chinoises. Les licenciements sous forme *xiagang* ne représentent en réalité qu'un pseudo-dégraissage puisque les salariés restent sous la dépendance de leur employeur. Les entreprises deviennent ainsi des stations de service (*fuwuzhan*) ou des centres d'hébergement (*shourongsuo*) pour les *xiagang* et les « employés en surnombre » (*fuyurenyuan*)<sup>10</sup>. Les employés licenciés continuent donc paradoxalement de peser sur le

---

<sup>9</sup> Lu Li, « Zaijiuye zhong de qiye zhuti xingwei » [L'attitude de sujet de l'entreprise dans les questions d'emploi], *Shichang yu renkou fenxi* [Analyses sur la population et le marché], Vol. 5, n° 3, mai 1999, pp. 18-22.

<sup>10</sup> Le terme peut être utilisé comme synonyme de *xiagang* mais également pour désigner l'ensemble des

budget. De nombreux règlements limitent de surcroît le recours aux licenciements. Lu Li cite l'exemple bien connu de la province du Guangdong où il était interdit, en décembre 1997, de congédier certaines catégories de personnel<sup>11</sup>. Enfin, le code du travail de 1995 stipule que tout recours à la main-d'œuvre rurale doit d'abord être approuvé (*jing pizhun*) par les autorités, et plusieurs provinces ont pris des mesures ces dernières années pour limiter l'emploi des migrants. Aux yeux de Lu Li, ces dispositions favorisent peut-être l'emploi à court terme, mais conduisent les entreprises dans un cercle vicieux (*exing xunhuan*) :

*entreprise déficitaire = réorientation interne des xiagang*  
*= augmentation du fardeau des entreprises = accroissement des déficits*

qui les empêche de se développer et de créer des emplois. Les entreprises ne sont toujours pas des « sujets » (*zhuti*) de la vie économique. Pour qu'elles le deviennent, il faudrait notamment augmenter le degré de « marchandisation » (*shichanghua*) de la main-d'œuvre qui n'atteint que 40 % dans les zones rurales et 25 % dans les zones urbaines. Or plus loin, le même auteur reproche aux entreprises de recourir au travail au noir ou de ne pas respecter la législation en matière de temps de travail. Plus curieux encore, il insiste sur l'absence de contrôle – pourtant obligatoire – exercé par le comité de représentants des travailleurs (*zhidaihui*)<sup>12</sup> lors des licenciements et de la vente, de la fermeture ou de l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise.

La contradiction n'est pas seulement dans les textes, elle s'exprime également dans les politiques menées. Tout au long de 1998 et 1999, le maintien de l'option libérale consistant à « diminuer les effectifs pour accroître leur efficacité » s'est doublée d'un très net retour des contraintes sociales qui s'exercent sur les entreprises. La multiplication des mouvements revendicatifs<sup>13</sup> est évidemment la principale raison de ce demi-virage qui consiste en réalité à confier aux entreprises la gestion au quotidien des *xiagang*. Dorénavant, ils seront « mis sous tutelle » (*tuoguan*) dans des centres de service au réemploi (*zaijiuyefuwu zhongxin*) créés par les entreprises elles-mêmes. Le fonctionnement de ces centres suit un processus administratif précis. Les employés que l'on a désignés pour être *xiagang* doivent en être avertis quinze jours avant la date de prise d'effet. Pendant cette période, le syndicat ou le comité des représentants des travailleurs est informé des raisons de cette décision. Un « plan » de licenciement et de réemploi est présenté, examiné et approuvé par le comité des représentants des travailleurs, et un rapport doit être adressé aux organes administratifs du travail. Enfin, le *xiagang* reçoit un livret de travail comportant notamment des indications concernant ses compétences et son expérience. Au terme de ce processus, les deux parties signent un

---

employés « inutiles » qu'il faudrait « réorienter » pour alléger le fardeau des entreprises.

<sup>11</sup> Les employés ayant plus de dix ans d'ancienneté, ou se situant à cinq ans de la retraite, les hommes de plus de 45 ans, les femmes de plus de 40 ans ou dont le conjoint a déjà été licencié. Ces règlements, que l'on retrouve sous des formes diverses dans d'autres provinces, s'appliquent aussi quelquefois aux *xiagang*.

<sup>12</sup> Institution destinée à défendre les intérêts des travailleurs mais qui est en réalité sous le contrôle du syndicat.

<sup>13</sup> Voir Jean-Louis Rocca, « Old working class, new working class: reforms, labour crisis and the two faces of conflicts in chinese urban areas », paper presented at ECAN annual conference *Economic Reforms, Social Conflicts and Collective Identities in China*, Madrid, 21-22 janvier 1999.

accord (*xieyi*) comportant un volet « protection vitale de base » et un volet « réemploi ». Le premier concerne le versement par l'entreprise d'une allocation vitale de base (*jiben shenghuofei*) qui représente de 70 à 75 % du salaire minimum de la ville concernée et qui doit toujours être supérieure au revenu minimum garanti. Le centre continue de prendre à sa charge les prestations sociales en matière de retraite, d'assurance maladie et d'assurance chômage. En matière de réemploi, il doit se consacrer à la réorientation professionnelle (*zhiye zhidao*) du *xiagang* et donc à sa formation (*zhuangang peixun*), lui procurer, le cas échéant, des contrats de travail à l'étranger, et l'aider à trouver une « activité lui permettant d'assurer lui-même sa subsistance » (*zimozhiye*). La tutelle est supprimée dans les cas suivants :

- lorsque la personne a obtenu un contrat de plus d'un an ;
- lorsqu'elle s'est lancée dans l'économie individuelle (*geti*). Néanmoins, certains de nos interlocuteurs qui étaient dans cette situation nous ont affirmé continuer à être considérés comme *xiagang*, dans la mesure où ils n'avaient pas créé de véritable entreprise individuelle ;
- lorsque l'unité a réemployé le *xiagang* ou lorsque celui-ci a été réorienté vers de nouvelles activités (créées par l'unité) ou a été réintégré dans d'autres secteurs de l'unité ;
- lorsque le *xiagang* a trouvé un emploi à l'étranger ou lorsqu'il s'adonne à des travaux temporaires. Mais selon de nombreuses sources, certains conservent le statut de *xiagang* tout en ayant des activités précaires ;
- lorsque le contrat de travail initial s'achève ;
- lorsque l'intéressé a refusé trois propositions de réemploi.

Enfin, après trois ans, le *xiagang* devient automatiquement chômeur<sup>14</sup>. Il conserve néanmoins certaines prérogatives : il perçoit des allocations pendant deux ans, à l'issue desquels il cesse d'avoir droit au statut de chômeur. Il peut néanmoins encore obtenir le revenu minimum de base que tout gouvernement local doit dorénavant garantir. Les licenciés bénéficient donc aujourd'hui d'une « triple ligne de protection » (*baozhang xian*). Nous reviendrons sur cet autre volet de l'« étatisation » de la crise sociale urbaine.

A côté des objectifs explicites de ce système de tutelle – assurer la survie des *xiagang*, donner une nouvelle formation et réorienter la main-d'œuvre surnuméraire – il en est un autre qui apparaît en filigrane : la volonté de prévenir les « incidents » qui éclatent de manière régulière dans les grandes villes chinoises. Ils surviennent au moment des licenciements mais aussi, et de plus en plus, de manière quasi « chronique » après, lorsque les allocations vitales de base ou les retraites ne sont pas versées. Occupations d'artères du centre ville, *sit-in* en face des bâtiments du gouvernement municipal, remises de pétitions..., les formes de protestation sont variables mais contribuent toutes à créer un climat d'instabilité du plus mauvais effet. Comme le montrent un certain nombre d'articles prônant l'exemple d'entreprises qui ont su « régler » la question des *xiagang* sans incidents<sup>15</sup>, il s'agit d'éviter que ces derniers soient livrés à eux-mêmes et

---

<sup>14</sup> Il est d'ailleurs prévu que les centres de service au réemploi fermeront leurs portes en 2003, puisque les années 2000-2001 devraient marquer la fin du processus de restructuration de l'emploi.

<sup>15</sup> La compagnie sichuanaise Dazhu par exemple (qui produit de l'électricité à partir de charbon) essaie de préserver la stabilité en organisant chaque mois au niveau de la compagnie, toutes les décades au niveau des mines et tous les jours au niveau de la base, des réunions au cours desquelles les gens peuvent s'exprimer en présence de responsables. Les dirigeants prennent du temps pour écouter les masses. Dans

créent des troubles. En les encadrant dans leur unité d'origine, en les occupant et en leur garantissant un certain nombre d'avantages sociaux, on limite les risques.

Si, nous le verrons, l'origine des ressources nécessaires au versement des allocations vitales de base est assez précisément définie, du moins en théorie, il n'en est rien des dispositifs de formation et de réorientation que les entreprises doivent assurer elles-mêmes. Certes, elles peuvent être aidées par un ensemble d'institutions publiques ou parapubliques, mais aucun dispositif global ne semble avoir été mis en place.

## Marchandisation *versus* étatisation

Il semble que cette remise en cause du discours et de la stratégie libéraux que constitue la « mise en tutelle » dissimule une autre contradiction, plus fondamentale, qui s'exprime à travers le rôle déterminant des institutions publiques et parapubliques dans la structuration et la dynamisation du marché de l'emploi. Loin d'être laissée à l'initiative d'une hypothétique « main invisible », la croissance de l'emploi est devenue une affaire d'Etat. C'est en effet à travers le « programme de réemploi » (*zaijiuye gongcheng*), lancé par les autorités centrales dès 1994, que se structure la politique de création d'emplois. Dirigé par le bureau local du travail (*Laodong ju*) avec la participation active de toutes les composantes de la société, il vise à stimuler le marché du travail par différents moyens : sessions de formation destinées à requalifier les gens sans travail, mise sur pied de « foires à l'emploi » (*zhaopin huodong*)<sup>16</sup> permettant de rapprocher l'offre de la demande, financement de projets de création d'emplois notamment dans le secteur des services, etc. Entre 1994, date de sa mise en œuvre, et début 1998, le programme pour le réemploi a permis de créer 4,3 millions de postes de travail et 34 000 institutions qui ont aidé plus de 8,7 millions de personnes à trouver une nouvelle activité. 3 millions d'individus ont assisté à des sessions de formation<sup>17</sup>. Ce programme ne s'adresse pas exclusivement aux chômeurs et aux *xiagang*, mais aussi aux jeunes qui entrent sur le marché du travail et à ceux qui veulent changer d'emploi. En 1998, 8 millions d'individus ont reçu l'aide du programme dont 4 millions de *xiagang* et de chômeurs.

Dans le cadre de ce programme, les entreprises ont leur partition à jouer et les journaux citent régulièrement le cas de firmes qui ont multiplié les stages de formation et les « canaux » de réemploi<sup>18</sup> ou qui ont su développer de nouvelles activités pour

---

une des sections de l'entreprise, plus de 200 *xiagang* ne recevaient plus de « salaires » ces dernières années et rencontraient donc de grosses difficultés. Mais grâce aux mesures prises, il n'y a eu ni pétitions ni manifestations. La compagnie a reçu les félicitations des autorités locales. *Sichuan gongren ribao* [Le quotidien des travailleurs du Sichuan], 24 août 1999, p. 2.

<sup>16</sup> Les foires à l'emploi, organisées par les syndicats ou les centres de service pour l'introduction à l'emploi, rassemblent des entreprises qui sont souvent à la recherche de main-d'œuvre très qualifiée.

<sup>17</sup> Le programme a officiellement été créé le 16 avril 1995 par le ministère du Travail après approbation du Conseil des affaires d'Etat.

<sup>18</sup> Une usine de production de sel de Zigong a par exemple divisé ses 646 *xiagang* en 12 groupes, chacun étant encadré par deux responsables. On leur dispense des cours sur la politique du Parti et du

absorber les *xiagang*<sup>19</sup>. Néanmoins, ce sont les autorités locales et en premier lieu les institutions parapubliques (syndicats, Fédération des femmes, comités de résidents) qui tiennent ici le rôle déterminant.

Cette politique de stimulation de l'emploi comporte trois volets. En premier lieu, un volet formation qui vise à la fois à changer les mentalités et à donner de nouvelles qualifications aux licenciés afin de les rendre aptes à trouver un nouveau travail. « Changer les mentalités » signifie « faire prendre conscience aux individus qu'ils devront dorénavant se débrouiller seuls pour trouver un emploi » et qu'ils ne peuvent plus tout attendre de leur unité ni de l'Etat. Les formations proposées sont extrêmement variées : cuisinier, mécanicien, électricien, gardien, tailleur, agriculteur, pépiniériste, esthéticienne, chauffeur, opérateur informatique, etc. On note dans le même temps une volonté de « techniciser » et d'harmoniser les qualifications. Certains centres de service pour le réemploi évaluent les compétences techniques des personnes licenciées en organisant des examens pratiques et théoriques. Les résultats sont ensuite détaillés dans un livret destiné à donner une idée de leur niveau de compétence à un éventuel employeur.

Il existe ensuite un volet d'information destiné à structurer le marché du travail, éclaté entre une offre et une demande qui s'ignorent faute de communication. Dans cet esprit, chaque institution rivalise pour créer des centres ou des bureaux « d'introduction à l'emploi » (*zhiye jieshao*) destinés à collecter les demandes auprès des *xiagang* sous forme de questionnaires, et d'enregistrer, voire de solliciter les offres des employeurs. Les syndicats avaient déjà créé au début de 1998, dans le cadre de ce programme, 100 centres de formation technique et professionnelle, les bureaux du travail 4 000 agences pour l'emploi, et les mouvements de masse<sup>20</sup>, administrations de rue, comités de résidents et personnes privées 50 000 centres de service pour l'introduction à l'emploi. En mai 1998, il existait dans toute la Chine 30 000 centres de formation. Si l'on en croit les annuaires statistiques de la Chine, le nombre de structures de service pour l'introduction à l'emploi (*zhiye jieshao fuwu jigou*) est passé de 24 560 en 1994 à 35 449 en 1998. Parmi eux, les différents bureaux du travail en géraient 19 657 en 1994 et 28 717 en 1998 dont respectivement 16 349 et 24 959 au niveau des bourgs et cantons et des comités de résidents, c'est-à-dire au niveau le plus bas. Les autres structures sont administrées par les entreprises, différentes institutions et organes, et des personnes privées. Dans les grandes villes industrielles, de nombreuses écoles techniques ont développé des sessions de formation destinées aux jeunes gens sans travail, aux

---

gouvernement et une formation professionnelle ; une fois par mois a lieu un « conseil d'explication des directives ». Le journaliste précise que l'essentiel est de donner l'impression aux *xiagang* que l'on s'occupe d'eux. *Sichuan gongren ribao*, 31 août 1999, p. 2.

<sup>19</sup> Une mine de charbon de Tieshan a décidé malgré ses difficultés financières de créer des activités plutôt que de payer des gens à ne rien faire. Elle a investi 10 millions dans une entreprise d'acétylène et de production d'électricité et a ainsi placé 100 *xiagang*. Peu enthousiastes au début à la perspective de travailler ailleurs que dans une mine, le personnel concerné a suivi des stages de formation organisés par l'entreprise pour « changer les mentalités » et aujourd'hui, même si les conditions de travail sont dures et les salaires bas, les employés sont satisfaits. *Sichuan gongren ribao*, 17 juin 1999, p. 2.

<sup>20</sup> On entend par là des organisations officielles destinées à la fois à contrôler et à représenter des catégories particulières de la population : femmes, ouvriers, jeunes, etc.



*xiagang* et aux chômeurs. La formation est gratuite, les fonds proviennent des syndicats et du bureau du travail. Toutefois, on note une multiplication des formations payantes, nombre d'institutions trouvant là de fructueuses opportunités d'accroître leurs revenus.

Enfin, on multiplie les mesures destinées à stimuler l'embauche des *xiagang* ou à aider ceux-ci à se mettre à leur compte. Au Sichuan, les entreprises qui emploient plus de 60 % de *xiagang* et d'employés d'entreprises en faillite peuvent, après décision du bureau du travail et approbation de l'administration des impôts, jouir de trois années d'exemption d'impôt sur le revenu. Lorsque la proportion n'est que de 30 %, il est possible d'obtenir une réduction de 50 % pendant deux ans, et même si elle est inférieure, des avantages fiscaux peuvent encore être consentis. Les entreprises qui embauchent peuvent également percevoir une partie des allocations chômage sous forme de subventions. Les organisations de services communautaires (*shehuifuwu laodong zuzhi*)<sup>21</sup> créées par les centres de service pour le réemploi et les entreprises de service pour l'emploi et le travail<sup>22</sup> (*laodong jiuye fuwu qiye*) ont également l'opportunité de profiter de ces avantages. Parallèlement, les travailleurs licenciés ont été fortement incités, matériellement et moralement, à se lancer dans le (tout) petit capitalisme. Certaines entreprises versent en une seule fois une certaine somme censée correspondre aux allocations vitales de base pour permettre aux licenciés de se lancer dans les affaires. A Shenyang, au Hunan, au Sichuan, les autorités ont même créé une « carte de *xiagang* » (*xiagang zheng*) qui assure à son possesseur une série d'avantages, notamment un traitement préférentiel s'ils créent une « affaire »<sup>23</sup>. A Shenyang, le bureau de la planification de la ville leur loue des terrains à bas prix, les bureaux de l'industrie et du commerce qui administrent les patentes et gèrent les marchés réduisent la taxe de gestion (*guanlifei*), et les autorités fiscales les exemptent d'impôts pendant une certaine période. En 1997, Shenyang possédait 183 marchés de quartier et quelques marchés de gros importants. Dans les premiers, la plupart des marchands étaient des *xiagang*. Les administrations de rue (*jiedao banshichu*), le niveau le plus bas dans le système administratif, jouent un rôle déterminant dans la création de ces marchés. L'une d'elles en a mis six sur pied (marchés aux puces, marchés de produits agricoles, etc.), qui occupent 3 500 *xiagang*, et a dépensé pour cela 6,5 millions de yuans. A Chengdu, on repère aussi un certain nombre de marchés réservés aux *xiagang*. D'après Andrew Watson, la même implication « à la base » existe dans la « dynamisation » du marché de l'emploi dans la province du Shaanxi. Au Sichuan, les *xiagang* qui se lancent dans des activités économiques individuelles ou privées sont considérés comme ayant un emploi d'autosubsistance (*zimou zhiye*), et à ce titre ne paient pas de « frais d'enregistrement » et sont exemptés pendant un an de frais de gestion (*guanlifei*). Par la suite, s'ils rencontrent des difficultés, ils peuvent demander par

---

<sup>21</sup> Comme on le verra, leur objectif est d'occuper les personnes sans emploi au moyen de travaux d'intérêt public (nettoyage des rues) ou de travaux domestiques effectués chez des habitants du quartier.

<sup>22</sup> Ces entreprises, dont certaines ont été créées dès les années quatre-vingt, étaient destinées à l'époque à regrouper la main-d'œuvre en surnombre pour la « redéployer » dans d'autres activités.

<sup>23</sup> Grâce à elle, les *xiagang* du Sichuan peuvent participer gratuitement à deux stages de réorientation d'emploi (*zhuanye zhuangang*) organisés par les administrations du travail, utiliser gratuitement les organismes d'introduction à l'emploi (*zhiye jieshao*) et jouir d'un certain nombre d'avantages s'ils décident de s'orienter vers un emploi d'autosubsistance (*zimo zhiye*). *Sichuan gongren ribao*, 17 juin 1999, p. 2.

écrit des exemptions d'impôts aux différentes administrations. Toujours au Sichuan, les bureaux du travail, supposés pourvoir les postes vacants avec de la main-d'œuvre en difficulté, doivent être avertis par les entreprises quand elles souhaitent embaucher. Ils ont également la charge d'approuver les annonces proposant un emploi, qui sont ensuite rendues publiques, ce qui permet l'exercice d'un éventuel droit de « préemption » par les agences de l'emploi.

A lire la presse, le secteur des « services » semble être la panacée en matière d'emplois ; pourtant, un gisement plus précis est apparu dans les années 1998–1999. Il s'agit des « services communautaires » (*shequ zhiye*), que l'on peut comparer à ce que l'on appelle en France les emplois de proximité. Il s'agit de nettoyer les rues, de laver le linge ou de faire le ménage des citadins débordés, de protéger les habitations, de servir de dames de compagnie ou de garder des enfants, mais aussi d'ouvrir des boutiques de restauration rapide, d'assister les enseignants dans les écoles, etc. Des enquêtes concernant Beijing, Shanghai et Canton signalent que 70 % des familles urbaines auraient besoin de personnel pour effectuer 17 types de travaux : réparation d'appareils électriques, gardiennage, travaux domestiques, etc. Ce qui représenterait 20 millions d'emplois, dont 9 seulement sont actuellement pourvus. Les *xiagang* ne constituent que 30 % des travailleurs de ce secteur, les autres étant des paysans migrants et des employés privés. Il y aurait donc lieu de créer de nombreux postes de travail pour les personnes licenciées. L'initiative privée dans ce domaine est encore une fois réduite au minimum. Les journaux relaient une véritable campagne de propagande au profit des services communautaires, et les institutions publiques et parapubliques sont fortement sollicitées. Les comités de résidents notamment doivent dorénavant créer des sociétés de services communautaires supposées structurer ce nouveau gisement.

### **Marché versus relations**

En théorie, l'ensemble de ces mesures devrait conduire à l'apparition d'un véritable marché du travail permettant de recruter du personnel en fonction des compétences. Dans les journaux, on valorise à longueur d'articles l'image du *xiagang*, homme d'affaire *self made man*, à la fois gros travailleur et « inventeur » d'activités. Dans la réalité, on est loin du compte et c'est en grande partie grâce à leurs relations personnelles que les licenciés retrouvent un emploi. Les réseaux ont même une influence avant le licenciement. Des articles de la presse officielle insistent sur les dangers du favoritisme, qui semble constituer un élément très important lors du choix de ceux qui sont « xiaganguisés ». Ainsi, les enfants de cadres ou de gens ayant des relations échappent souvent aux mesures de dégraissage. En la matière, les compétences des employés et même l'intérêt bien compris des entreprises ne semblent pas constituer des critères de choix déterminants. D'après plusieurs de nos informateurs, les licenciements dans l'administration centrale suivent la même logique : un quota est transmis aux responsables qui doivent le remplir en choisissant les malheureux élus selon des critères très subjectifs. Au mieux on tire au sort, au pire on se fonde sur les rapports entretenus par les uns et les autres avec le « chef ». Bien entendu, les cadres sont généralement exclus des politiques de dégraissage ; injustice qui ne va pas sans susciter des

mécontentements.

De nombreuses études montrent que *xiagang* ou chômeurs comptent surtout sur eux-mêmes et sur leurs réseaux pour retrouver un emploi. Un prêt octroyé par un parent ou un ami peut faciliter l'ouverture d'une échoppe, des relations peuvent permettre de faire partie des bénéficiaires de mesures préférentielles en faveur des chômeurs... L'extension du chômage est un facteur qui favorise ce type de comportements : chacun connaît un *xiagang*, et la moindre opportunité d'emploi est transmise en priorité à quelqu'un de son cercle.

Dans une enquête de Qiu Haixiong<sup>24</sup>, 18 % des *xiagang* interrogés affirment que ce sont leurs relations familiales qui les ont les plus aidés dans leur recherche d'emploi et 33,2 % que ce sont leurs relations personnelles (amis, collègues, anciens camarades d'études, voisins, etc.). Les réseaux sociaux officiels – ancienne unité de travail (9 %), administrations gouvernementales (7,5 %), comités de résidents (9,8 %), structures d'introduction à l'emploi (12,7 %) et annonces (10 %) – ne jouent qu'un rôle mineur. L'importance du « piston » dans le fonctionnement des comités de résidents et des anciennes unités de travail permet d'ailleurs de les classer dans les réseaux sociaux non officiels (*feizhengshi shehui wangluo*). Dans ce contexte, il n'existe pas de contradiction entre l'importance de l'action étatique et para-étatique et celle des réseaux de relations. La première est souvent détournée au profit des seconds. Et s'il existe bien deux canaux de soutien dont peuvent profiter les licenciés, il semble que la balance penche néanmoins du côté du soutien « sociétal ». Une enquête du *Zhongguo jingji shibao* (Journal de l'économie chinoise) montre que 44,4 % des *xiagang* comptent sur leur famille et leurs amis pour trouver un nouvel emploi, 32,3 % sur leur ancienne entreprise et 23,3 % sur le gouvernement<sup>25</sup>. La prépondérance des relations sociétales est même pour une part institutionnalisée par les autorités. Ainsi, les journaux officiels sont pleins de courts articles vantant les mérites d'anciens licenciés qui ont réussi et qui embauchent en priorité des *xiagang* de leur connaissance<sup>26</sup>.

---

<sup>24</sup> Qiu Haixiong, « Shehui zhichi jiegou de zhuanbian: cong yi yuan dao duoyuan » [Les changements dans les structures de soutien social : du canal unique aux canaux multiples], *Shehuixue yanjiu* [Recherches sociologiques], 1998-4.

<sup>25</sup> *South China Morning Post*, 29 mars 1999.

<sup>26</sup> Citons le cas d'un certain Wang, qui pendant deux ans a vécu de petits boulots (chauffeur de taxi) et s'est ensuite lancé avec succès dans la fabrication de produits en bois (notamment des planchers). Il est aujourd'hui patron d'une compagnie et déclare au journaliste : « Je ne suis pas du genre à m'enrichir pour moi à titre individuel, mais pour que le maximum de *xiagang* retrouvent le chemin d'un nouveau travail ». *Sichuan gongren ribao*, 1<sup>er</sup> juin 1999, p. 1.

## Tout va mal *versus* tout va bien

La contradiction la plus récemment constatée en matière de politique de l'emploi concerne l'évaluation de la situation. La crise est-elle réelle ou n'est-ce qu'une illusion, fruit des supputations d'observateurs incapables de comprendre ce qui se passe réellement ? D'une part, de nombreux textes prospectifs mettent en exergue les difficultés auxquelles devra faire face la société chinoise dans les années futures. De l'autre, des articles tout aussi nombreux insistent sur le fait que, finalement, la situation n'est pas si grave si l'on prend en compte l'importance de « l'emploi caché » (*yinxing jiuye*). La grande majorité des chômeurs et des *xiagang* aurait un (voire plusieurs) emploi(s). Le problème du chômage proviendrait donc d'une série d'aberrations statistiques et d'une difficulté à réévaluer la notion même de travail dans le nouveau contexte économique.

En ce qui concerne l'aspect prospectif, on insiste sur le nombre très élevé d'emplois que la Chine va devoir créer dans les années futures. Une étude officielle<sup>27</sup> note qu'en 1999 il faudra fournir 23,74 millions d'emplois urbains soit 6 millions pour les *xiagang* sans travail, 6 millions pour les chômeurs enregistrés, 3 millions pour les nouveaux *xiagang*, 2,74 millions pour les gens qui arrivent sur le marché du travail, 3 millions pour les travailleurs licenciés des institutions centrales<sup>28</sup> et 3 millions pour les paysans qui, chaque année, changent de statut de résidence et deviennent urbains. On note en parallèle une légère diminution des « entrants » sur le marché du travail. Face à cette demande de travail, et toujours d'après ces estimations officielles, la Chine urbaine ne peut créer des emplois qu'à hauteur de 810 000 par unité de croissance. Tablant sur une croissance de 8 %, les auteurs estiment donc que l'on ne pourra créer que 6,48 millions d'emplois par an. Le déficit atteint donc 16,2 millions pour 1999<sup>29</sup>. Si l'on rejoint ici les chiffres officiels du chômage réel, les estimations de la croissance pèchent nettement par excès d'optimisme. De l'aveu même d'économistes chinois le chiffre officiel pour 1999 (7,8 %) était largement surévalué et les perspectives pour 2000 ne sont pas réjouissantes (4–5 % au mieux). De plus, selon une estimation datant de la fin de 1999, le nombre d'emplois à créer pour 1999 aurait été de 29 millions, soit un déficit de 22,5 millions<sup>30</sup>.

A côté du nombre important de travailleurs à réemployer, l'autre facteur qui explique la

---

<sup>27</sup> Guojia jiwei shehui fazhan yanjiusuo kejizu, « 1999 nian woguo jiuye xingshi yuce ji duice jianyi » [Prévisions sur la situation de l'emploi en Chine en 1999 et conseils sur les contre-mesures à prendre], *Jingji gaige fazhan* [Développement des réformes économiques], 1998-11, pp. 20-23.

<sup>28</sup> 5 millions de fonctionnaires et 4 millions des 26,5 millions d'employés des services publics devraient être licenciés sur les trois années 1999, 2000, 2001. Les 3 millions de personnes à réemployer représentent donc le tiers du nombre total de licenciements.

<sup>29</sup> On peut noter de manière anecdotique que selon les auteurs du texte, le chiffre réel de chômeurs est de 7,66 millions car en ce qui concerne les 6,5 millions de chômeurs (*shiye*) ainsi que pour les 20 % de *xiagang* (600 000) et les 1,5 million de fonctionnaires licenciés qui « étudient et se forment », il n'est pas nécessaire de trouver des emplois !

<sup>30</sup> Mo Rong, *op. cit.*

situation tendue du marché de l'emploi est évidemment la difficulté que rencontre la Chine à créer des postes de travail. Les raisons d'une telle situation sont énumérées dans de très nombreux documents. Elles tiennent d'abord à la « mauvaise qualité » de la main-d'œuvre. Le *xiagang* type a près de 40 ans, une éducation de niveau du premier cycle du secondaire, pas ou peu de qualification et a travaillé pendant près de 20 ans dans la même entreprise. Il ne correspond pas aux besoins des firmes créatrices d'emploi qui exigent des employés jeunes, bien formés et flexibles. D'où la nécessité de « reformer » ces travailleurs : ceux qui ont suivi une formation retrouvent, paraît-il, beaucoup plus facilement du travail. D'autres articles insistent pourtant sur les problèmes que posent ces formations. Non seulement elles concernent des métiers où la main-d'œuvre est déjà en surnombre, mais l'absence de contrôle des organismes formateurs par les pouvoirs publics pose de nombreux problèmes. On trouve ainsi des chauffeurs qui ne savent pas conduire !

La faiblesse des moyens financiers mis en œuvre est également dénoncée. Les centres de service au réemploi sont incapables d'assurer leur mission, à telle enseigne que la plupart ne peuvent fournir, comme c'est leur mission, deux ou trois propositions d'emploi à chaque *xiagang*. Les fonds destinés à l'emploi ne représenteraient que 200 millions de yuans soit 1 pour mille du budget<sup>31</sup>. De plus, il n'existe pas de cadre légal ni de politique nationale. Chacun fait un peu ce qu'il veut au niveau local. On touche ici à la face négative du dynamisme des initiatives locales que l'on a mis en exergue. Tout dépend de l'attitude des cadres et notamment de leur volonté de collaborer avec les autres institutions afin de dépasser un certain protectionnisme et d'harmoniser les initiatives<sup>32</sup>. On essaie avant tout de « caser » ses propres *xiagang* grâce à ses relations. Il manque un véritable système permettant à l'offre et à la demande de travail de se rencontrer. Tâche qui devrait manifestement revenir à l'Etat.

Toujours selon les sources, le « mauvais » état d'esprit des *xiagang* et des chômeurs est un autre obstacle à l'absorption de main-d'œuvre. La plupart des enquêtes montrent que les licenciés restent attachés à une conception très « socialiste » du travail. Ils comptent sur le gouvernement et sur leur unité de travail pour régler leurs problèmes d'emploi<sup>33</sup>. On leur reproche aussi leur manque d'enthousiasme lorsqu'il s'agit de s'acquitter de besognes peu ragoûtantes et mal payées comme on en trouve dans la construction, le nettoyage et les travaux de voirie. La presse dresse de nombreux portraits élogieux de *xiagang*, d'abord réticents à effectuer de tels travaux et qui ont finalement fait fortune après avoir abandonné leurs préjugés. On suit pas à pas le processus de « changement de conception » souvent impulsé par les nécessités de la survie quotidienne. Certaines sources officielles font même état de fortes résistances à quitter les centres de service au réemploi après les trois ans de tutelle.

---

<sup>31</sup> Toutefois, d'après d'autres sources, le budget du programme de réemploi atteindrait 600 millions.

<sup>32</sup> Bien souvent, dans une même ville, chaque arrondissement et chaque institution parapublique (Fédération des femmes, syndicats, parfois Ligue des jeunes communistes et Parti communiste) possède son propre centre d'introduction à l'emploi. Chacun a ses annonces provenant d'entreprises plus ou moins captives. Certaines initiatives ont été prises pour mettre en commun l'ensemble de ces ressources, notamment grâce à un réseau informatique.

<sup>33</sup> Ce jugement entre lui-même en contradiction avec les enquêtes qui montrent que les *xiagang* et les chômeurs se débrouillent seuls pour trouver du travail.

A l'opposé, de plus en plus de publications et d'enquêtes insistent sur le fait que le chômage en Chine est en réalité un faux problème. La plupart des chômeurs et des *xiagang* auraient un « emploi ». Un membre d'un centre de recherches du Conseil des affaires d'Etat évalue à 60 % la proportion de gens officiellement sans travail exerçant une profession<sup>34</sup>. Un autre chercheur cite des chiffres encore plus précis : à Shanghai 60,8 % des *xiagang* du secteur du textile travailleraient, et dans deux quartiers de la ville, ce serait le cas de la moitié des chômeurs (*shiye*)<sup>35</sup>. A ses yeux, il y a là un double phénomène : d'un côté un chômage caché dû à l'absence d'une évaluation fiable du chômage réel et donc un « travail formel sans contenu », d'un autre côté un « marché de l'emploi caché », autrement dit un « travail informel » mais possédant un contenu bien réel. On assisterait ainsi à une informalisation du lien salarial et à la constitution d'un marché du travail informel. Tout le monde est apparemment satisfait de la situation : les entreprises évitent de s'acquitter des charges et paient leurs employés moins chers et ceux-ci, bien que mal rémunérés, jouissent de plusieurs revenus. L'auteur ne propose ni de revenir à un contrôle strict du lien salarial – ce qui n'aurait comme conséquence que de renvoyer les individus dans le cocon des centres de service au réemploi – ni de laisser la situation s'installer dans le flou et priver ainsi les employés de protection. Il s'agirait en fait de considérer la journée de travail (8 heures) comme un tout à segmenter éventuellement entre plusieurs activités, une principale et d'autres annexes, autrement dit d'entrer dans l'ère du « nouveau travail ».

### Chômage caché et emploi caché

L'analyse de la question du chômage en termes d'« emploi caché » ne résiste guère aux multiples éléments qui témoignent de la réalité d'une crise du travail. La progression très nette de la pauvreté, sur laquelle nous reviendrons, révèle l'effectivité du chômage et de l'effondrement du système de protection sociale. L'inquiétude des autorités et les moyens financiers et humains qui sont déployés pour créer des emplois et aider les personnes en difficulté seraient difficilement explicables si les chômeurs et les *xiagang* se débrouillaient pour trouver du travail, voire pour occuper plusieurs emplois. Enfin, des études tout aussi sérieuses que les précédentes montrent que beaucoup de chômeurs et de *xiagang* sont effectivement sans emploi. Selon une enquête menée par Huang Shaokuan, 6,6 % des gens sans emploi disent survivre en vendant des produits au bord de la route, 14,1 % en faisant différents petits boulots, 6,8 % se louent de temps en temps, 2,5 % font du commerce et 5,6 % spéculent sur des produits, etc. Mais plus de la moitié déclarent ne rien faire du tout. On est donc loin de l'emploi caché permettant aux individus d'avoir une activité « normale ». Les discussions privées que l'on peut avoir en Chine avec des cadres ou des gens de la rue révèlent l'inquiétude d'une partie sans

---

<sup>34</sup> Yang Yiyong, « 1999 zhongguo jiuye xingshi fenxi » [Analyse de la situation de l'emploi en Chine en 1999], *Qiyejia tiandi* [Le monde des hommes d'affaires], janvier 1999, pp. 9-10.

<sup>35</sup> Dong Baohua, « Yingxing shiye he yingxing jiuye » [Chômage caché et travail caché], *Tansuo yu zhengming*, 1999-2, p. 15-17.

doute minoritaire mais significative de la population urbaine à l'égard de la pauvreté.

Pourtant, l'hypothèse de l'emploi caché n'est pas entièrement fautive ; il faut simplement y apporter quelques nuances et fournir des précisions. D'abord, s'entendre sur la notion même d'emploi. Il suffit de se promener dans n'importe quelle grande agglomération chinoise pour constater qu'une certaine partie des *xiagang* et des chômeurs ont des « activités » : petits boulots, vente à la sauvette... L'exercice de ces activités suffit-il à ce qu'on les considère pour autant comme « employés » ? On peut en douter. Les chômeurs et *xiagang* qui travaillent n'échappent pas à la paupérisation généralisée d'une partie de la population des villes. Les salaires obtenus sur ce marché du travail informel sont généralement bas. Beaucoup de ces « emplois » peuvent en effet être occupés par des paysans qui constituent alors de solides concurrents. D'où les activités réservées (marchés de *xiagang* par exemple) mentionnées plus haut qui permettent de préserver quelques havres de privilèges pour les urbains au chômage. Le fait que des individus sans travail « s'activent » montre surtout qu'ils doivent trouver des activités annexes pour survivre. Par ailleurs, s'il est vrai que l'on constate une informalisation très nette du travail dans la société chinoise, l'opportunité d'entrer dans ce marché « caché » varie énormément en fonction des lieux géographiques. Les chiffres censés démontrer que les *xiagang* et les chômeurs continuent à travailler concernent souvent les zones côtières où, effectivement, le marché du travail est suffisamment actif pour permettre à une partie des sans-emploi de travailler au noir. C'est notamment le cas dans certaines entreprises publiques en pleine modernisation du Fujian ou du Guangdong. Mais partout ailleurs, c'est-à-dire dans la grande majorité des villes, il n'y a tout simplement pas d'emploi. Certes, le secteur de la construction continue d'embaucher dans à peu près toutes les zones urbaines, même si c'est à un rythme moins soutenu qu'auparavant, mais ces emplois exigeants et mal payés n'attirent évidemment pas les urbains ; ils sont généralement occupés par des jeunes paysans installés temporairement en ville sur la base de contrats collectifs négociés entre les autorités locales et les entreprises (souvent publiques) de construction. Dans les provinces du Nord-Est, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, si un certain nombre de sans-travail s'adonnent à des activités génératrices de revenus, celles-ci ne peuvent ressortir, sauf exception, que du petit boulot temporaire d'appoint ou de l'activité criminelle (prostitution, jeu, trafics, etc.).

## **Emploi et mutations du travail**

Pour tenter de clarifier cette situation très confuse, on peut mener deux types d'analyses. La première s'appuie sur une conception transitionnelle de la période actuelle. Un marché informel serait en train de se mettre en place qui, une fois les aberrations de la période socialiste éliminées, se formaliserait sur des bases nouvelles en termes de contrats de travail et de rémunérations. La deuxième prend en compte au premier chef les mutations du travail lui-même. On raisonne en effet souvent sur les questions d'emploi en termes « statiques ». Or il apparaît clairement que la structure du travail se modifie très profondément. Toutes les statistiques montrent un effondrement de l'emploi industriel au profit de l'emploi de service. Les entreprises publiques du

secteur manufacturier ne sont pas les seules à connaître la crise. Suivant les estimations et les années, de 25 à 40 % des *xiagang* viennent des entreprises collectives urbaines. C'est donc le secteur manufacturier dans son ensemble qui est en pleine restructuration, pas seulement l'industrie d'Etat. On note une « intensification de l'utilisation du capital » (*ziben shenhua*) qui diminue le recours au travail. Dorénavant, les entreprises, mais aussi l'Etat – par l'intermédiaire des investissements publics – favorisent le progrès technique et l'investissement capitaliste au détriment des projets grands consommateurs de travail<sup>36</sup>. Enfin, besoins et offres de travail semblent se concentrer aux extrêmes. D'une part, il existe un gisement assez important d'emplois qualifiés qui ne trouvent pas preneurs, de l'autre, une masse importante (dans l'absolu) de nouveaux emplois non qualifiés mais qui concernent une population si nombreuse – urbains licenciés et paysans migrants – qu'elle reste très insuffisante.

D'une certaine façon, le travail se déconnecte de l'activité économique ; celle-ci n'a plus qu'un impact limité sur l'offre – emplois très qualifiés ou très protégés – tandis qu'une grande partie des nouveaux emplois n'est finalement qu'un sous-produit indirect de la croissance : ce sont des emplois de service au profit de ceux qui ont de hauts revenus. Autrement dit, les contradictions que nous avons pu mettre en lumière ne sont pas dues principalement aux hésitations idéologiques mais à la nature d'une réalité elle-même contradictoire. De nombreuses études montrent que la croissance chinoise est de moins en moins créatrice d'emplois. Avec une croissance de 8,8 %, l'emploi a augmenté de 1,1 % en 1997. Les chiffres sont respectivement de 7,8 % et 0,5 % pour 1998 et de 7,8 % et moins de 0,4 % pour 1999<sup>37</sup>. On n'aurait créé que 3,75 millions de nouveaux emplois en 1998 et 3 millions en 1999.

Dans ce contexte extrêmement tendu et pour ainsi dire sans issue, il n'est guère étonnant que l'action étatique prenne une place de plus en plus grande dans le processus de création d'emploi. Seul le volontarisme des autorités semble pouvoir limiter la crise. Ce phénomène, que nous avons déjà noté, s'affirme comme une caractéristique de plus en plus nette de la période actuelle. Certains, pourtant parmi les plus prompts à chanter les louanges du marché, en appellent à des mesures autoritaires pour limiter la demande de travail. Il s'agirait par exemple d'obliger les jeunes diplômés du secondaire à accomplir deux ou trois années de formation supplémentaires avant d'entrer sur le marché du travail. Grâce à cette mesure, 30 % seulement des 15-19 ans seraient à la recherche d'un emploi chaque année contre 60 % aujourd'hui, ce qui représenterait une baisse de 5 millions de demandeurs d'emploi. Des mesures contre le travail des femmes et pour le développement des emplois précaires sont également conseillées. Enfin, on préconise une relance des grands travaux d'infrastructure, de l'agriculture et des industries à forte intensité de travail ainsi qu'une relance de la consommation par une augmentation des minima sociaux.

---

<sup>36</sup> Hu Angang, « Zhongguo chengzhen shiye zhuangkuang fenxi » [Analyse de la situation du chômage dans les villes et bourgs chinois], *Guanli shijie* [Le monde de la gestion], 1998-4, pp. 47-63.

<sup>37</sup> Voir notamment Yang Yiyong, « 2000 nian zhongguo jiuye xingshi jiqi zhengce xuanze » [La situation de l'emploi en 2000 et les choix en matière de politique d'emploi] dans Liu Guoguang, Wang Luolin, Li Jingwen (eds.), *2000 nian zhongguo : jingji xingshi fenxi yu yuce* [La Chine en 2000 : analyse de la situation économique et prospectives. Livre bleu de l'économie], Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2000, pp. 149-155.



En conséquence, les mesures favorisant l'emploi empruntent de plus en plus, tant dans la forme que dans le fond, les attributs d'une campagne politique. C'est le cas d'un vaste mouvement de « retour volontaire à la terre » que l'on note dans plusieurs provinces. Il s'agit d'inciter des *xiagang* à s'installer comme paysans, éleveurs ou encore pépiniéristes, généralement sur des terres non cultivées et avec l'aide financière des autorités. On mesure bien évidemment l'aspect doublement illusoire de telles pratiques dans un pays qui possède d'ores et déjà 150 à 200 millions de paysans en surnombre et qui a utilisé à plusieurs reprises ce genre de politique avec bien peu de succès ! Autre exemple, celui des projets pilotes décidés et appliqués de manière hyper technocratique. C'est par exemple le projet 118 organisé par les syndicats du Sichuan et par deux groupes d'entreprises, qui vise à transformer 10 000 *xiagang* de la province en vendeurs de poudre à laver. Les entreprises fournissent une tonne de lessive à bas prix aux *xiagang* et une prime de 800 yuans pour aider les parents à payer la scolarité de leurs enfants. On peut encore citer le projet 1222 des syndicats de Chengdu dont le but est de trouver, en un an, 10 000 postes aux *xiagang*, à en aider 20 000 autres à trouver du travail, à en envoyer 20 000 en formation et à rassembler 2 millions de yuans pour aider 10 000 familles en difficulté ; ou encore le projet « cinq ans, cinquante mille » (*wunian wushiwan*) qui s'est donné pour but de créer 50 000 emplois en cinq ans. Ces différents projets fonctionnent sur la base du quota, c'est-à-dire que chaque institution mobilisée ou désignée (administration, section syndicale, entreprise, comité de résidents, etc.) doit atteindre un objectif fixé. Couronnement paradoxal de cette politique de création *ex nihilo* d'emplois, la croissance du nombre de postes dans l'administration de base. Au moment où un mouvement officiel de dégraissage de la bureaucratie locale est lancé, on apprend tout aussi officiellement que de nombreux *xiagang* ont été engagés (par exemple à Suining, dans la province du Sichuan et à Shanghai) comme cadres chargés du contrôle des comités de résidents !

## LA SURVIE

La paupérisation de la population urbaine n'est pas un phénomène entièrement nouveau. Dès la relance des réformes au début des années quatre-vingt-dix, plusieurs facteurs ont contribué à diminuer le niveau de vie d'un certain nombre de familles : l'inflation, les premières remises en cause du système de protection sociale et le début des licenciements de masse, ainsi que les retards dans le paiement des retraites et des salaires. D'après les statistiques officielles, seuls 12 millions de citoyens pouvaient être considérés comme pauvres en 1994 et 8 % de travailleurs « rencontraient des difficultés dans leur vie quotidienne » contre 5 % en 1993. Selon un quotidien de Hong-Kong, le nombre réel de pauvres atteignait 20 millions en 1994 sur un total de 343 millions de résidents urbains. Pour un journal du continent, la pauvreté concernait entre 12 et 20 millions d'individus en 1996. Ces estimations ne concernent que la pauvreté absolue (*juedui pinkun*) qui frappe ceux dont le revenu ne couvre pas les besoins de base. D'autres chiffres concernent la pauvreté relative (*xiangdui pingkun*) qui touche les

citoyens pouvant subvenir à leurs besoins de base mais dont le revenu est largement inférieur au revenu moyen. D'après Zhu Qingfang, il y avait 30,8 millions de citadins pauvres en 1995 parmi lesquels 12,4 millions dans un état de pauvreté absolue, dont 11,5 millions étaient des travailleurs ou des retraités non payés, 4,9 millions des chômeurs et 1,9 million des personnes âgées ou des handicapés. En 1996, le revenu moyen par tête des personnes pauvres a baissé de 12 % pour atteindre 1321 yuans par an (soit 30 % du revenu urbain moyen). Les « allocations vitales de base » (*jiben shenghuo fei*) versées aux *xiagang* en 1996 ne représentaient que 1 % de la masse salariale des entreprises publiques soit 6,17 milliards. Quant aux chômeurs (*shiye*), on ne leur a versé que 1,387 milliard en 1996, soit pour 3,3 millions de personnes concernées 35 yuans par mois et par tête. La géographie de la pauvreté est très polarisée : en 1996 toujours, 90 % des personnes dans une situation de pauvreté absolue vivaient dans le centre et dans l'Ouest du pays. D'après une autre source, en 1997, 85 % des familles pauvres vivaient dans le centre et dans l'Ouest et 38,4 % dans les trois provinces du Nord-Est (Heilongjiang, Jilin, Liaoning).

A partir de 1996, l'accélération des licenciements et des réformes des systèmes sociaux ainsi que le renchérissement considérable de certaines dépenses de base (notamment l'éducation et la santé) sont venus aggraver le phénomène. L'enquête de Huang Shaokuan citée plus haut montre que lorsqu'un membre d'une famille devient chômeur ou *xiagang*, le revenu familial par tête chute de près de moitié. Dans l'échantillon concerné, plus de 50 % des familles possédaient moins de 1000 yuans par mois de revenu familial et 67,3 % moins de 1500 yuans (on compte environ 3,63 personnes par famille)<sup>38</sup>. Le revenu de la moitié des foyers concernés était inférieur au revenu minimum, soit 240 yuans par personne et par mois. 38,9 % des familles étaient endettées et dans les deux tiers des cas, les sommes empruntées étaient destinées à acheter de la nourriture.

En 1997, les allocations chômage et les allocations vitales de base versées aux *xiagang* ne représentaient respectivement que 15 % et 7 % du salaire moyen des ouvriers. Dans le même temps, l'augmentation considérable des frais médicaux, leurs remboursements de plus en plus faibles par les entreprises en difficulté et la réforme du système d'assurance médicale, qui augmente dramatiquement la participation des employés au paiement des soins, ont contribué de nouveau à une chute très nette du niveau de vie. Les entreprises doivent des dizaines de millions de yuans de frais médicaux qu'elles sont incapables de rembourser à leurs employés. Quant aux établissements scolaires, ils se lancent eux aussi dans l'économie de marché et augmentent illégalement les frais de scolarité (*luanfei*) sous n'importe quel prétexte<sup>39</sup>. Beaucoup de familles en difficulté ne peuvent plus payer et doivent retirer leurs enfants de l'école.

Les nombreux troubles sociaux qui ont émaillé les années 1995-1997 sont dus à cette dégradation brutale du niveau de vie d'une partie de la population urbaine et à la chute dans la pauvreté de nombreuses familles. Quand la situation devient insupportable,

---

<sup>38</sup> A titre de comparaison, on peut estimer le revenu moyen par tête à 580 yuans dans les grandes villes de Chine, soit 2 105 par famille pour une famille théorique de 3,63 membres.

<sup>39</sup> Dans de nombreux endroits, des aides sont accordées aux *xiagang* dans le besoin afin qu'ils puissent payer ces frais de scolarité.

pétitions, manifestations voire actions violentes se multiplient. Dans la quasi-totalité des cas, ce sont les gouvernements municipaux qui sont pris pour cible. Rien d'étonnant à cela puisqu'ils sont devenus les unités de distribution des allocations et des aides diverses.

Ce climat d'instabilité sociale a conduit les autorités centrales à une vaste remise en cause de la façon dont étaient abordés jusque-là les problèmes sociaux. Dorénavant le système des unités de travail ne peut plus administrer la question sociale. L'Etat doit mettre en place une véritable politique sociale. Cette socialisation des risques a pris une ampleur considérable à partir de 1998, et notamment depuis une réunion qui s'est tenue à Pékin à la mi-mai et qui réunissait représentants du Comité central du Parti et du Conseil des affaires d'Etat. En dehors des objectifs de réemploi que nous avons déjà abordés, la principale décision a été de « dresser une triple ligne de protection sociale » que nous avons décrite plus haut. Ces prestations existaient déjà depuis quelques années, mais on a réaffirmé à cette occasion la nécessité de les verser à temps et de les revaloriser afin de permettre aux individus de survivre. Elles ne sont pas uniformes, et varient en fonction du lieu de résidence, ce qui permet de tenir compte des différences de coût de la vie.

La première de ces prestations (l'allocation vitale de base qui doit être versée à tous les *xiagang*), doit être supérieure au revenu minimum vital et à l'allocation chômage, mais inférieure au salaire minimum du lieu. Elle est dégressive au fur et à mesure que l'on se rapproche du terme des trois ans de tutelle assurés par les centres de service au réemploi. Le niveau de la prestation a été considérablement augmenté. En moyenne, les *xiagang* recevaient 77 yuans par mois au milieu de 1998 – avec de grosses disparités régionales : 27 yuans au Heilongjiang, 300 à Pékin et Shanghai – et environ 140 au printemps 1999. Une augmentation de 30 % a de nouveau été effectuée en juillet 1999 et l'allocation moyenne atteindrait aujourd'hui 170 yuans plus 83 destinés aux paiements des frais médicaux et de l'allocation-chômage. D'après une autre source, l'allocation était de 170 yuans dans la première moitié de 1999 et de 237 yuans à la fin de 1999<sup>40</sup>. Les inégalités régionales persistent : à Pékin et Shanghai, les prestations atteignent 400 yuans tandis que dans le Sichuan elles sont en moyenne de 142 yuans avec un minimum de 100 et un maximum de 240. Dans le Jiangxi en 1999, la moyenne des prestations atteignait 225 yuans. A Kunming, capitale du Yunnan, le salaire minimum étant de 300 yuans, on a décidé de faire passer les allocations des *xiagang* de 120 à 230 yuans et les retraites de 200 à 300 yuans. Il faut noter que certains centres de services au réemploi déterminent les prestations versées en tenant compte de l'ancienneté des individus.

La deuxième prestation (l'allocation chômage) est gérée par le MTSS. Depuis juin 1998, elle est financée par un prélèvement de 2 % opéré sur la masse salariale des entreprises et de 1 % retiré des salaires des employés. Aujourd'hui, pratiquement tous les employés urbains sont théoriquement protégés par ce système. Les prestations doivent être elles aussi comprises entre le revenu et le salaire minimums et ont profité de l'augmentation de 30 % de juillet 1999.

Les premières initiatives concernant le système de garantie d'un revenu minimum vital

---

<sup>40</sup> Le salaire moyen des employés et ouvriers des villes était estimé à 654 yuan en 1999 contre 623 en 1998.

(*zuidi shenghuo baozhang zhidu*)<sup>41</sup>, dernier des trois volets de protection sociale, datent de 1993. Les chefs des familles dont le revenu par membre est inférieur à ce minimum, fixé sur une base municipale, doivent contacter le comité de résidents et l'administration de rue qui sont chargés des vérifications nécessaires et de l'acceptation des demandes. Le dossier est ensuite transmis au ministère des Affaires civiles (*mingzheng bu*) qui verse l'argent aux administrations de rue. Ce revenu minimum s'élevait à 114 yuans par mois en 1993, 136 yuans en 1994, 155 en 1995 et 164 en 1996 en moyenne. En 1997, deux cents villes étaient concernées et les revenus s'échelonnaient entre 80 et 250 yuans. La même année, le Conseil des affaires d'Etat annonçait qu'en 1999 au plus tard chaque ville devrait avoir déterminé un revenu minimum. Six cents villes ont atteint cet objectif en 1998 et ont versé des prestations à 3,32 millions de personnes. Ce minimum social a lui aussi été augmenté de 30 % en 1999.

D'autres mesures ont été prises pour alléger les charges des familles urbaines en difficulté. Les usines qui devaient fermer leurs portes au début de 1999 ont été autorisées à continuer de fonctionner quelques temps pour éviter que des incidents n'éclatent lors de la fête du nouvel an. Des fonds ont été débloqués pour permettre un meilleur remboursement des frais médicaux et d'importantes sommes d'argent ont été versées aux familles nécessiteuses à ce moment et lors des festivités du cinquantenaire du régime en octobre 1999.

Néanmoins, malgré toutes ces mesures, la situation est loin d'être satisfaisante. Tout au long de 1998 et 1999, les journaux ont relayé une vaste campagne concernant deux garanties (*liang baozhang*) : la garantie de versement des allocations vitales de base et des retraites. En effet, les sommes dues continuent d'arriver en retard ou de ne pas arriver du tout, comme en ont témoigné plusieurs incidents<sup>42</sup>. Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale s'est pourtant félicité d'avoir réussi à assurer le versement de leurs prestations à 98,1 % des *xiagang* en tutelle dans les centres de service à l'emploi et à 98 % des retraités lors du troisième trimestre 1999. Il notait toutefois qu'il fallait continuer ces efforts et que les objectifs ne seraient pas faciles à atteindre dans certaines régions. Tout au long de 1999, des directives du MTSS ont insisté sur la nécessité absolue de fournir ces deux garanties. Le ministère n'a manifestement pas été tout à fait entendu.

Le problème est ici aussi d'ordre financier. Dans le cas de l'allocation vitale de base, c'est l'entreprise qui doit assurer le versement ainsi que le financement des frais liés à la sécurité sociale. En cas de difficulté, c'est à dire presque toujours, les entreprises peuvent, après accord des autorités, demander l'application du « principe des trois tiers » (*sansanzhi*). Un tiers de l'allocation devient alors à la charge des entreprises, un tiers à celle du budget et un tiers à celle de la « société », c'est-à-dire au fond d'assurance-chômage. Dans la réalité pourtant, les choses vont autrement, et le budget de l'Etat – les budgets des gouvernements locaux pour les provinces riches et le budget central pour

---

<sup>41</sup> Agence *Xinhua* citée par *SWB/FE/2637*, 13 Juin 1996, S1/2-3.

<sup>42</sup> A Wuhan, 200 travailleurs ont manifesté pour protester contre le non-versement de leurs allocations. Ce sont d'anciens employés d'une usine de matériaux de construction vendue à une entreprise privée. Ils recevaient habituellement 200 yuans mais en septembre 1999, la somme est tombée à 100 yuans (*Agence France Presse*, 14 octobre 1999). A Xi'an, ce sont 300 retraités qui ont fait un *sit-in* et bloqué la circulation. Ils doivent normalement recevoir 100 yuans mais en 1998 ils n'ont reçu cette somme qu'une seule fois. (*Associated Press*, 3 août 1999).

les autres – supporte l'essentiel du fardeau. Dans le Jiangxi par exemple, le budget a assuré 79 % des fonds, les entreprises 12,5 % et la « société » 8,5 % en 1998. Entre janvier et septembre 1999, l'ensemble des centres de service au réemploi ont rassemblé 15,2 milliards de yuans destinés au paiement des allocations aux *xiagang*<sup>43</sup> alors que ces allocations ne s'élevaient qu'à 6,17 milliards pour l'ensemble de l'année 1996. L'effort financier est donc très important. Toutefois, les entreprises n'ont fourni que 28,6 %, le reste provenant de la « société » (20,8 %) et de l'argent public (50,6 %). La part de l'argent public tend à augmenter au fil des années. En dehors du cas particulier d'un certain nombre de villes et provinces où les gouvernements locaux prennent en charge ces dépenses (Pékin, Shanghai, Zhejiang, Fujian, Guangdong, Shandong, Jiangsu), c'est le budget central qui est mis à contribution : les gouvernements locaux empruntent de l'argent auprès du gouvernement central pour assurer les versements<sup>44</sup>. Dans le Fujian, on a collecté 230 millions de yuans supplémentaires, ce qui permet de donner 280 yuans par mois à chaque *xiagang*. Au Guizhou, 30 millions ont été retirés du budget pour assurer le versement des allocations et au Guangdong on a rassemblé 534 millions pour réaliser le même objectif. Le MTSS annonçait d'autre part un doublement du budget de la sécurité sociale grâce à des transferts provenant de nouvelles taxes (taxes sur les intérêts de l'épargne notamment) et d'une partie des actifs des entreprises vendues.

Malgré ces efforts budgétaires, les finances publiques ne suffisent pas et le recours aux donations et à la charité publique se développe à grande allure. Certaines initiatives sont anciennes comme le « programme pour donner de la chaleur » (*song wenhuan gongcheng*) lancé en 1994 et dont l'objectif est de collecter des fonds pour aider les résidents urbains dans le besoin. L'argent est utilisé pour fournir des aides d'urgence, pour distribuer gratuitement des produits de première nécessité ou encore pour aider les familles en difficulté à payer certaines factures (gaz, électricité, etc.). D'après le vice-président de la Fédération des syndicats, les 17 000 branches locales de ce programme créées par les différentes sections syndicales ont administré 2 milliards de yuans. Quatre millions de familles ont bénéficié des subsides du programme en 1997. D'autres apparaissent régulièrement. A Shanghai, 50 unités de travail ont offert 2,9 millions de yuans aux travailleurs en difficulté afin qu'ils puissent profiter de la fête du printemps. Les entreprises de la ville ont créé 2 700 fonds de secours qui ont collecté 290 millions de yuans et aidé 1,39 millions de personnes. Le ministère des Finances a versé 5,4 milliards de yuans aux *xiagang* des entreprises dépendantes des autorités centrales et à 3 millions de *xiagang* en difficulté dans les régions de l'Ouest et du centre pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins de base. Les responsables du gouvernement central et les leaders locaux se rendent régulièrement dans les villes frappées par la misère pour apporter à la population réconfort et subsides, réinvestissant la geste, chère à l'imaginaire socialiste, du cadre soucieux du bien-être populaire. En 1998, la vente de tickets de loterie en faveur des familles en difficulté a rapporté 1,4 milliard de yuans, et les donations ont atteint 12,2 milliards.

---

<sup>43</sup> Le chiffre semble plausible si on le compare aux estimations officielles de *xiagang* pour 1999 et à la valeur officielle de l'allocation mensuelle.

<sup>44</sup> Shen Qilan, Wen Xinmei, Chen Qingang, « Jiangxi xiagang zhigong shenghuofei zhifu you he wenti » [Les problèmes concernant le versement des allocations vitales aux *xiagang* du Jiangxi], *Jingjixue xiaoxibao* [Journal de nouvelles de science économique], 16 juillet 1999, p. 2.

Néanmoins, la pauvreté poursuit sa progression et le mécontentement s'amplifie. Certes, selon les chiffres officiels, le nombre d'urbains en situation de pauvreté absolue se limite à quelque 10–12 millions de personnes, sur une population urbaine totale de 370 millions d'individus. Pourtant, de nombreux éléments laissent penser que la situation est bien pire. D'une part, la presse officielle ne cesse d'insister sur la nécessité de continuer à relever les minimums sociaux et de mettre en place un vrai plan de lutte contre la pauvreté. Certaines voix s'élèvent par exemple pour qu'une partie des 60 milliards annuellement versés aux entreprises déficitaires à titre de subventions soit versée aux fonds d'assurance-chômage. Ensuite, quelques sources officielles, malheureusement partielles, évoquent les difficultés croissantes des urbains. Ainsi, à Nanchong (Jiangxi), 4 000 familles possédaient en 1997 moins de 120 yuans de revenu mensuel par tête, 8 000 moins de 100 en 1998 et 10 000 moins de 90 en 1999. Des cadres locaux et des chercheurs évoquent en privé des chiffres de l'ordre d'une quarantaine de millions de citoyens en difficulté et de 15 à 20 millions d'individus en situation de pauvreté absolue. Enfin, des discussions que l'on peut avoir sur place avec des *xiagang* et des chômeurs ressort nettement une impression de lente dégradation de la situation en ce qui concerne une partie de la population. Les mouvements de protestation visant à obtenir des allocations exceptionnelles, loin de disparaître, semblent au contraire faire dorénavant partie du quotidien dans les villes. Entre janvier et mai 1998, 75 cités ont connu des mouvements de protestation, et pour l'ensemble de l'année 1998, des sources officielles révèlent que les comités de médiation auraient évité 36 000 tentatives d'organisation de manifestations de rue.

## CONCLUSION

La première chose qui frappe l'observateur de la crise du travail et des politiques de l'emploi mises en place par les autorités chinoises, c'est leur étonnante coïncidence avec ce qui se passe dans le monde occidental. Tant sur le plan des phénomènes – croissance du chômage, recul du travail industriel, polarisation du marché du travail – que des politiques – volontarisme étatique, mobilisation sociale, recours aux emplois de « service », mise en place de dispositifs de formation et de réorientation pour encadrer les chômeurs, création de minimums sociaux – on trouve d'étranges similitudes avec les scénarios européens. Jusqu'à la référence aux « emplois de proximité » et à la flexibilité, qui hantent les réflexions et les espoirs des hommes politiques des deux côtés de l'Atlantique<sup>45</sup>.

Outre les caractéristiques de son système social et politique, il reste néanmoins une différence de taille entre la Chine et les pays du monde développé. Contrairement à ceux-ci, la Chine restructure l'emploi industriel avant même d'avoir réussi à imposer une véritable industrie moderne. Autrement dit, les licenciements massifs ne concernent pas une industrie pleinement développée qui n'occuperait plus désormais qu'une place mineure dans la création d'emploi, mais une industrie depuis longtemps obsolète, qu'il s'agit de liquider. Certes, un autre secteur manufacturier semble prendre le relais – l'industrie rurale – mais après une dizaine d'années de croissance spectaculaire de l'emploi – les entreprises de villages et de bourgs employaient 30 millions de personnes en 1980, 135 millions en 1996 – ce nouveau secteur rencontre lui-même de grosses difficultés à absorber la main-d'œuvre et ne rassemblait plus que 125 millions de personnes en 1998. L'emploi dans les entreprises à capitaux étrangers ne progresse pas non plus. Il faut bien entendu tenir compte, rappelons-le, du fait que les statistiques chinoises ne donnent pas une idée juste de la réalité économique et qu'une partie de la main-d'œuvre rurale non agricole n'est pas comptabilisée. Néanmoins, pour ce qui est du monde urbain, tout témoigne du fait que l'industrie ne joue plus qu'un rôle mineur dans la création d'emplois, tandis que le secteur industriel est marginalisé sur le plan économique.

On peut aussi prendre la mesure de la « modernité » chinoise en observant la manière dont sont conçues et appliquées les politiques de l'emploi. L'hypothèse selon laquelle la crise du travail produit un double mouvement de socialisation de l'Etat et d'étatisation de la société semble bien se confirmer<sup>46</sup>. Il est indéniable que les autorités administratives et politiques tiennent une place prépondérante dans l'élaboration des politiques de création d'emplois et dans leur application. Les nécessités très politiques de la stabilité

---

<sup>45</sup> Voir Jeremy Rifkin, *The End of Work : The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era*, G.P. New York, Putnam's Sons, 1995. André Gorz, *Métamorphoses du travail, quête de sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988. André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997. Dominique Méda, *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Flammarion, 1995.

<sup>46</sup> J-L. Rocca, « Old Working class, new working class: reforms, labour crisis and the two faces of conflicts in chinese urban areas », art. cité.

s'imposent comme la contrainte déterminante au détriment des exigences de « l'économie de marché ». C'est l'Etat qui définit les catégories de sans-travail, qui ordonne les nouveaux modes de contrôle des *xiagang* et qui détermine les différentes politiques à développer dans ce domaine. Toutefois, la mise en forme concrète de ces politiques et des directives est très décentralisée, et les institutions parapubliques y jouent un rôle considérable. De même, les entreprises et les institutions locales ont, de fait, toute latitude pour redéfinir ou contrecarrer les politiques mises en place. Le constat est identique en ce qui concerne le secteur caritatif dans lequel les « représentants de la société » que sont les mouvements de masse (Fédération des femmes, syndicats, comités de résidents) tiennent une place primordiale.

Certes, l'évolution par rapport à la période pré-réformiste peut sembler mince tant les « représentants de la société » ou les institutions étatiques locales restent encore imperméables à l'influence des individus et des groupes d'intérêts non intégrés à l'appareil politique. Il n'en reste pas moins que les règles du jeu ont notablement changé dans la mesure où l'exigence de stabilité conduit les détenteurs de pouvoir à être à l'écoute des exigences populaires. Ce « populisme » officiel – satisfaire les besoins des masses en situation difficile sans que des canaux de communication ou d'influence directe soient établis entre ces masses et le pouvoir – constitue un changement d'importance en ce qu'elle oblige les autorités à se soucier constamment de la situation et de l'état d'esprit de la population.

De ce point de vue, la question qui se pose est celle de la construction éventuelle d'un Etat-providence. C'est dans des termes voisins que les autorités chinoises ont commencé à édifier un régime universel de protection sociale associant assurance chômage, assurance maladie et régime de retraite. Pour l'instant, on est pourtant loin du compte. La double caractéristique de l'Etat-providence en Europe, qui se construit en prolongement de structures étatiques fortement institutionnalisées et dans une période de prospérité économique, ne se retrouve pas en Chine. Les tentatives de construction d'un régime universel butent à la fois sur des problèmes de financement (chômage et difficultés économiques rendent difficile la perception des cotisations) et des difficultés politiques (comment imposer ces cotisations aux entreprises prospères qui jouissent d'importants appuis et comment empêcher les fonds perçus de disparaître dans les mains de quelques cliques bureaucratiques). Autrement dit, l'Etat-providence chinois entre en crise alors même qu'il s'élabore.

Crise du travail et crise de l'Etat-providence en gestation se conjuguent pour créer un phénomène de polarisation sociale dans les zones urbaines entre d'une part une frange aisée de la population qui profite de hauts revenus et de possibilités d'investissements financiers, et une frange défavorisée frappée par le chômage et la remise en cause de l'ancien système de protection sociale, qui n'est pas à même de retrouver un emploi stable ni de profiter du nouveau régime universel. L'augmentation de certaines charges (santé, éducation) a alors tôt fait de les précipiter dans les « difficultés » (*kunnan*), voire dans la pauvreté absolue. Les privilégiés le sont de bout en bout : non seulement ils obtiennent de confortables salaires, mais ils profitent d'un régime particulier de protection sociale. On ne les retrouve pas seulement et pas majoritairement salariés d'entreprises à capitaux étrangers (comme on le croit trop souvent) mais employés de compagnies publiques jouissant d'un monopole (chemins de fer, énergie, finances) et que l'Etat autorise à maintenir un système d'assurance avantageux et autonome par rapport au rudimentaire régime général. Remarquons que dans ce domaine aussi la Chine fait



preuve d'une étonnante modernité. On apprenait en janvier 2000 que le système de *stock-options* déjà en œuvre dans dix compagnies de haute technologie contrôlées par l'Etat allait être introduit dans d'autres entreprises publiques. La réalisation des options ne prenant effet qu'à la condition que les performances prévues soient atteintes.

Dans ce contexte, l'observateur ne peut qu'être étonné de l'absence d'une explosion sociale généralisée. Le miracle de la stabilité sociale relative tient en fait à la capacité dont font preuve institutions publiques et parapubliques à transformer en crise chronique ce qui pourrait déboucher sur des troubles aigus et déstabilisants. Les protestations en vue du versement des allocations vitales de base, des retraites ou d'aides diverses en faveur des plus démunis prennent un tour de plus en plus rituel. Il s'agit de faire pression auprès des autorités pour obtenir des subsides. Pour l'instant, la gestion de ce marchandage permanent semble fonctionner sans que l'on sache si, à plus long terme, l'équilibre social pourra être préservé<sup>47</sup>.

---

<sup>47</sup> J'aimerais remercier ici un certain nombre de personnes qui ont, à divers titres, contribué à cette étude, notamment Frédéric et Lisa Bobin à Pékin, David Palmer et Pierre Miege à Chengdu, l'équipe du Centre d'études français sur la Chine contemporaine et celle de l'University service center de l'Université chinoise à Hong Kong et bien sûr l'équipe administrative et éditoriale du CERI. Je voudrais aussi remercier tous les chercheurs, amis et « interviewés » chinois qui ont accepté de m'aider.

## Bibliographie

### Sources en langues occidentales

Agence France Presse

Associated press

Arendt, H. *The Human Condition*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1958.

Blecher, M J. and White, G. *Micropolitics in Contemporary China: A Technical Unit During and After the Cultural Revolution*, Armonk, NY, M.E. Sharpe, 1979.

Chan, A. « Revolution or corporatism? Workers and trade unions in post-Mao China », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 29, janvier 1993.

Chan, A. « L'agitation ouvrière derrière le "made in China" », *Perspectives chinoises*, n° 24, juillet-août 1994.

Chan, A. « Chinese Factories and two kinds of Free-Market (Read Bonded) Workforces », paper presented at the Annual Meeting of the Association for Asian Studies, 26-29 mars 1998, Washington DC.

*China Daily*, Pékin.

*China Labour Bulletin*, n° 40, janvier-février 1998, pp. 2-6.

*China Labour Bulletin*, n° 42, mai-juin 1998, p. 17 et pp. 13-15.

*China Labour Bulletin*, n° 43, juillet-août 1998, p. 16 et p. 23.

*China Labour Education and Information Centre*, Hong-Kong.

Gorz André, *Métamorphoses du travail, quête de sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988.

Gorz André, *Misères du présent, richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997.

Henderson, G. and Cohen, M. S., *The Chinese Hospital : A Socialist Work Unit*, New Haven, Yale University Press, 1984.

Kernaghan, C., « Behing the label: made in China », a special report prepared for National Labor Committee, mars 1998.

Kernen, A. Rocca, J-L. *La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale. Le cas de Shenyang et du Liaoning*, Les Etudes du CERI, n° 37, janvier 1998.

Lee Ching Kwan, « The Labor politics of market socialism. Collective inaction and class experiences among state workers in Guangzhou », *Modern China*, vol. 24, n° 1, janvier 1998, pp. 3-33.

Lee Ching Kwan, « Disorganized despotism: transition from neo-traditionalism in Guangzhou », paper presented at the Annual Meeting of the Association for Asian Studies, 26-29 mars 1998, Washington DC.

Lee Ching Kwan, « The Politics of the working-class transitions in China », paper presented at the conference *Wealth and Labour in China: Cross-cutting Approaches of Present Developments*, CERI, Paris, 6 et 7 décembre 1999.

Lee Ching Kwan, *Gender and the South China Miracle. Two Worlds of Factory Women*, Berkeley, University of California Press, 1998.

Li Cheng, « Surplus rural laborers and internal migration in China », *Asian Survey*, vol. XXXVI, n° 11, novembre 1996, p. 1132.

Lü Xiaobo and Perry, E. J. (eds.), *Danwei. The Changing Workplace in Historical and Comparative Perspective*, Armonk NY and London, M.E. Sharpe, 1997.

Lü Xiaobo and Perry, E. J. « The Changing workplace in historical and comparative perspective », in Lü Xiaobo and Perry, E. J. *Danwei, op. cit.*, pp. 3-20.

Méda Dominique, *Le Travail. Une valeur en voie*

*de disparition*, Paris, Flammarion, 1995.

Mo Rong, « Perfect social security promote domestic consumption », China Economic Forum, China Entering The New Millenium, Academy of Macroeconomic Research State Development Planning Commission and BNP Prime Peregrine, 1999.

Perry, E. J. « Labor's battle for political space: the role of workers in contemporary China » in Davis D. D. (ed.), *Urban Spaces in Contemporary China. The Potential for Autonomy and Community in post-Mao China*, Cambridge, Mass. Woodrow Wilson Centre Press and Cambridge University Press, 1995, pp. 302-325.

Rifkin Jeremy, *The End of Work : The Decline of the Global Force and The Dawn of The Post-Market Era*, G.P. New York, Putnam's Sons, 1995.

Rocca, J.-L. « Old working class, new working class: reforms, labour crisis and the two faces of conflicts in chinese urban areas », paper presented at ECAN annual conference *Economic Reforms, Social Conflicts and Collective Identities in China*, Madrid, 21-22 janvier 1999.

Rocca J.-L. « Chine : vers un Etat banal ? » in Béatrice Hibou, *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999, pp. 227-245.

Rocca, J.-L. « Three at once : the multidimensional scope of labour crisis in China », paper presented at the conference *Wealth and Labour in China: Cross-cutting Approaches of Present Developments*, CERI, Paris, 6 et 7 décembre 1999.

Solinger, D. J. *China's Transients and the State: a Form of Civil Society*, Hong-Kong Institute of Asia-Pacific Studies, Hong-Kong, The Chinese University of Hong-Kong, 1992.

Solinger, D. J. « The Chinese work unit and transient labor in the transition from socialism », *Modern China*, vol. 21, n° 2 (avril 1995), pp. 155-183.

Solinger, D.J. « Job categories and employment channels among the "Floating Population" » in Greg O'Leary (ed.), *Adjusting to Capitalism*.

*Chinese Workers and the State*, Armonk, N.Y. M.E. Sharpe, 1997, pp. 3-47.

*Summary of World Broadcast, Far East*, Reading (GB).

Unger, J. and Chan, A. « China, corporatism and the east asian model », *Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 33, janvier 1995, pp. 27-53.

Walder, A. G. *Communist Neo-Traditionalism. Work and Authority in Chinese Industry*, Berkeley, University of California Press, 1986.

Walder, A. G. « Urban industrial workers: some observations on the 1980s », in Rosenbaum, A. (ed) *State and Society in China. The Consequences of Reform*, Boulder, Westview Press, 1992, pp. 103-120.

Watson, A. « Entreprise reform and employment change in Shaanxi province », paper presented at the Annual Meeting of the Association for Asian Studies, 26-29 mars 1998, Washington DC.

World Bank, *China 2020, Pension Reform in China. Old Age Security*, Washington, 1997.

#### Sources en chinois :

Cai Fang, « Zhuangui shiqi de jiuye zhengce xuanze: jiaozheng zhiduxing niuqu » (La politique de l'emploi dans une période de transition : rectifier les distortions systémiques), *Zhongguo renkou kexue*, 1999-2, pp. 5-6.

« Chengdushi guoyou qiye daigang zhigong jiben zhuangkuang de tiaocha yanjiu » (Enquête sur la situation des travailleurs en attente d'emploi des entreprises publiques de la ville de Chengdu), *Tianfu xinlun*, 1996-6, pp. 10-19.

Chengzhen pinkun wenti ketizu, « Chengzhen pinkun ji youguan de tizhi jianshe wenti » (Pauvreté urbaine et construction systémique), *Guanli shijie* (Le monde de la gestion), 1997-3, pp. 192-200.

Dong Baohua, « Yingxing shiye he yingxing jiuye » (Chômage caché et travail caché), *Tansuo yu zhengming*, 1999-2, p. 15-17.

Fan Hailin, « Lun shiye baoxian yu zaijiuye fuwu » (Sur l'assurance-chômage et les services de réemploi), *Renkou xuekan* (Revue d'études démographiques), 1998-2, pp. 29-32.

Ge Yanfeng, « Chengzhen pinkun wenti baogao » (Rapport sur la pauvreté dans les zones urbaines), in Jiang Liu, Lu Xueyi, Dan Tianlun, 1996-1997 nian *Zhongguo shehui xingshi fenxi yu yuce: shehui lanpishu*, (Livre bleu : Analyse et prospective : la situation économique et sociale en Chine 1996-1997), Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1997.

Ge Yanfeng, « Gaige yu fazhan guocheng zhong shehui baozhang zhidu de jianshe wenti » (Le problème de la construction d'un système de protection sociale dans le processus de développement et de réforme), *Shehuixue Yanjiu* (Etudes sociologiques), 1998-1, pp. 98-109 et 1998-2, pp. 93-98.

« Guoqi xiagangzhigong zaijiue gongzuo qude jinzhang » (Développement du travail de réemploi des *xiagang* des entreprises publiques), *Jingji cankaobao* (Journal de références économiques), 25 février 1999, p. 1.

Guojia jiwei shehui fazhan yanjiusuo keji zu, « 1999 nian woguo jiuye xingshi yuce ji duice jianyi » (Prévisions sur la situation de l'emploi en Chine en 1999 et conseils sur les contre-mesures à prendre), *Jingji gaige fazhan* (Développement des réformes économiques), 1998-11, pp. 20-23.

Hu Angang, « Zhongguo chengzhen shiye zhuangkuang fenxi » (Analyse de la situation du chômage dans les villes et bourgs chinois), *Guanli shijie* (Le monde de la gestion), 1998-4, pp. 47-63.

Hu Angang, « Guanyu jiangdi woguo laodongli gonggei yu tigao laodongli xuqiu zhongyao tujing de ruogan jianyi » (Quelques conseils sur les moyens nécessaires pour diminuer l'offre de travail et augmenter la demande de travail), *Zhongguo ruankexue*, 1998-11, pp. 37-44.

Hu Angang, « Wei renmin chuangzao gongzuo : Zhongguo de shiye wenti yu jiuye zhanlüe » (Créer du travail pour le peuple : la question du chômage

et la stratégie pour l'emploi), manuscrit, 1998.

Huang Shaokuan, « Shiyezhe qunti tezheng ji qi jingji zhichi wangluo fenxi » (Caractéristiques collectives des chômeurs et analyse de leurs réseaux de soutien économique), *Zhongshan daxue xuebao : shekeban* (Revue académique de l'université Zhongshan, section de sciences sociales), 1999-2, pp. 55-62.

Jiang Ping, « Bu zaiye renkou tedian ji chengyin » (Composition et caractéristiques des habitants sans travail), *Funü yanjiu luncong* (Etudes féminines), 1998-1, pp. 21-25.

*Jingji cankao bao* (Quotidien d'informations économiques), « Yao duqudao anzhi xiagang zhigong » (Nous devons par tous les moyens trouver du travail aux *xiagang*), 7 fév. 1998, p. 1.

Jin Si, « Chengzhen zhigong fupin xianzhuang ji duice yanjiu » (La situation actuelle de la pauvreté urbaine et étude sur les contre-mesures à prendre) in 1996-1997 nian *Liaoning sheng jingji shehui xingshi fenxi yu yuce* (Analyses et perspectives : la situation économique et sociale dans la province du Liaoning), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1997, pp. 328-339.

*Jiushiniandai* (Les années quatre-vingt-dix), n° 311, décembre 1995, p. 31.

Laodong he shehui baozhang bu, Guojia tongjiju, « 1998 nian Laodong he shehui baozhang shiye fazhan niandu tongji gongbao » (Rapport statistique annuel 1998 sur le travail le développement de la protection sociale), *Zhongguo laodong baozhang bao* (Journal de la protection du travail en Chine) 17 juin 1999, p. 1.

Li Jianli, « Weilai sannian woguo jiuye xingshi yu duice fenxi » (Analyse de la situation et des contre-mesures sur l'emploi dans les trois années à venir), *Hongguan jingji guanli* (Gestion macro-économique), 1998-12, pp. 12-15 et 19.

Li Meifeng, « Neilu gongye chengshi xinsheng pinkun renkou de fenbu, chengyin ji shehui yingxiang » (Répartition, composition et influence sociale des nouveaux pauvres dans les villes industrielles de l'intérieur), Taiyuan shehuikexueyuan, 20 juillet 1996, manuscrit.

- Li Peilin, « Laogongye jidi de shiye zhili: hou gongyehua he shichanghua » (Industrie ancienne et gestion de l'emploi : post-industrialisation et marke-tization, *Shehuixue yanjiu* (Etudes sociologiques), 1998-4, p. 12.
- Lu Li, « Zaijiuye zhong de qiye zhuti xingwei » (L'attitude de sujet de l'entreprise dans les questions d'emploi), *Shichang yu renkou fenxi* (Analyses sur la population et le marché), Vol. 5, n° 3, mai 1999, pp. 18-22.
- Ma Mingjie, « Zhongguo chengshi zhigong shenghuo zhuangkuang baogao » (Rapport sur les conditions de vie des travailleurs et employés dans la Chine urbaine), *Gaige zongheng*, 1998-1, pp. 36-37.
- Mao Zesheng, « Tiaozheng chanye jigou: jie jue shiye wenti de genben tujing » (Rectifier les structures industrielles : le chemin fondamental pour régler la question du chômage), *Anqing shifan xueyuan xuebao : shekebao*, 1999-2, pp. 22-25.
- Mo Rong, « Zhongguo jiuye xingshi yiran yanjun » (La situation de l'emploi en Chine est toujours aussi sérieuse), dans Jiang Liu, *2000 nian : zhongguo shehui xingshi fenxi yu yuce* (2000 : la situation sociale en Chine : analyses et perspectives), Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 2000, pp. 182-195.
- Qiu Haixiong, « Shehui zhichi jigou de zhuanbian: cong yi yuan dao duoyuan » (Les changements dans les structures de soutien social : du canal unique aux canaux multiples), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), 1998-4.
- Renmin ribao* (Quotidien du peuple), Pékin.
- « Chengzhen qiye xiagang zhigong zaijiuye zhuangkuang tiaocha » kejizu, « Kunjing yu chulu » (Difficultés et voies de sortie), *Shehuixue yanjiu* (Etudes sociologiques), 1997-6, pp. 24-34.
- Shen Hong (1997), in Jiang Liu, Lu Xueyi, Dan Tianlun, *1996-1997 nian Zhongguo shehui xingshi fenxi yu yuce: shehui lanpishu*, (Livre bleu : Analyse et prospective : la situation économique et sociale en Chine 1996-1997), Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1997 pp. 90-105.
- Shen Qilan, Wen Xinmei, Chen Qingang, « Jiangxi xiagang zhigong shenghuofei zhifu you he wenti » (Les problèmes concernant le versement des allocations vitales aux xiagang du Jiangxi), *Jingjixue xiaoxibao* (Journal de nouvelles de science économique), 16 juillet 1999, p. 2.
- Shenyang Ribao*, (Le quotidien de Shenyang).
- Sichuan gongren ribao* (Le quotidien des travailleurs du Sichuan).
- Sun Yong, « Qiantan guoyou qiye jianyuan zengxiao yu zaijiuye wenti he duice » (Discussion superficielle sur les problèmes du réemploi et les contre-mesures à prendre face au mouvement de diminution des effectifs et d'augmentation de l'efficacité des entreprises publiques), *Jiangxi shehui kexue* (Sciences sociales du Jiangxi), 1999-1, p. 54-57.
- Sun Zhigang, « Bian zaijiuye wei zai chuangye » (Du réemploi à la « re-création » d'entreprises), *Zhongguo gongye jingji* (Economie industrielle de Chine), 1998-5, pp. 41-45.
- Tian Bingnan, Yuan Jianmin, « Shanghai xiagang renyuan de tiaocha yanjiu » (Enquête sur les xiagang de Shanghai), *Shehuixue* (Sociologie), 1997-2, pp. 7-12.
- Wang Aiqun, « Dangqian jiuye xin tedian » (Nouvelles caractéristiques du chômage), *Zhongguo jiuye* (L'emploi en Chine), 1998-6, pp. 29-30.
- Wang Chaoming, « Chengshi fupin de yi xiang zhidu bianqian » (Evolution du système de soutien aux pauvres dans les villes), *Caijing kexue* (Sciences économiques et financières), 1999-1, pp. 21-23.
- Wang Junmin, « Cong gongzheng yu minzhu de jiaodu kan changzhen dishouren qunti wenti » (Le problème collectif de la population avec un bas niveau de vie analysé du point de vue de la démocratie et de la justice), *Lilun yanjiu* (Etudes théoriques), 1997-3, pp. 34-38.
- Wang Peixuan, « Chengshi pinkun wenti de

zhentan duan » (Diagnostic sur la pauvreté urbaine), *Nanjing daxue xuebao* (Journal de l'université de Nankin), 1998-1, p. 141-148.

*Xiaofei jingji* (Economie de la consommation), « Xiagang zhigongde shenghuo zhuangkuang ji qi shehui zhichi » (Soutien social et conditions de vie des xiagang), 1997-1, p. 47-51.

Xu Jiwu, Cao Xiaofeng and Zhang Zhuomin (eds), *1997-1998 nian Liaoning sheng jingji shehui xingshi fenxi yu yuce* (Analyses et prospectives : la situation économique et sociale dans la province du Liaoning 1997-1998), Shenyang, Liaoning renmin chubanshe, 1998.

Yang Ya, « Zhongguo de shiye, Chengshi pinkun ji qi zhili jizhi chuanxin » (Chômage, pauvreté et création de mécanisme de gestion en Chine), *Xueshu tansuo* (Explorations scientifiques), 1998-6, pp. 15-19.

Yang Yiyong, « 1999 zhongguo jiuye xingshi fenxi » (Analyse de la situation de l'emploi en Chine en 1999), *Qiyejia tiandi* (Le monde des hommes d'affaires), janvier 1999, pp. 9-10.

Yang Yiyong, « 2000 nian zhongguo jiuye xingshi jiqi zhengce xuanze » (La situation de l'emploi en 2000 et les choix en matière de politique d'emploi) dans Liu Guoguang, Wang Luolin, Li Jingwen (eds.), *2000 nian zhongguo : jingji xingshi fenxi yu yuce* (La Chine en 2000 : Analyse de la situation économique et prospectives. Livre bleu de l'économie), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2000, pp. 149-155.

Yuan Liming, « Shishi xiagang nügong zaijiuye gongcheng de shijian yu sikao », (Réflexions et pratiques concernant la réalisation du programme de réemploi pour les femmes xiagang) *Beijing gongren* (Travailleurs de Pékin), 1999-4, pp. 3-5.

Zhang Chengkao, « Qiantan zaijiuye gongcheng de shicuo yu changxin » (Discussion superficielle de l'application et des nouvelles voies du

programme de réemploi), *Jishu jingji yu guanli yanjiu* (Etudes économiques et économie technique), 1999-3, pp. 63-65.

Zhang Guoqiang, « Shequ:zaijiuye gongcheng de you ji caiti » (Le programme de réemploi et les communautés locales), *Mao Zedong dengxiaoping lilun yanjiu*, 1998-6, pp.1-22 et 62.

*Zhongguo tongji nianjian 1999* (Annuaire statistique de la Chine 1999), Beijing: Zhongguo tongji chubanshe, 1999.

*Zhengming*, n° 198, avril 1994, p. 21 et pp. 30-31.

*Zhengming*, n° 200, juin 1994, pp. 9-10.

*Zhengming*, n° 216, octobre 1995, pp. 12-13.

*Zhengming*, n° 230, décembre 1996, pp.11-13.

*Zhengming*, n° 241, novembre 1997, p. 36.

*Zhengming*, n° 242, décembre 1997, pp. 16-18 et pp. 23-24.

*Zhengming*, n° 243, janvier 1998, pp. 18-19.

*Zhengming*, n° 245, mars 1998, p. 24.

*Zhengming*, n° 247, mai 1998, p. 17-18.

*Zhengming*, n° 248, juin 1998, pp. 50-51.

*Zhengming*, n° 249, juillet, pp. 10-11.

*Zhengming*, n° 250, août 1998, p. 27.

Zhu Qingfang, « Chengzhen pinkun renkou de tedian, pinkun yuanyin jiekun duice » (Caractéristiques de la pauvreté urbaine, raisons de la pauvreté et politiques anti-pauvreté) *Shehui kexue yanjiu* (Etudes de sciences sociales), 1998-1, pp. 62-66.